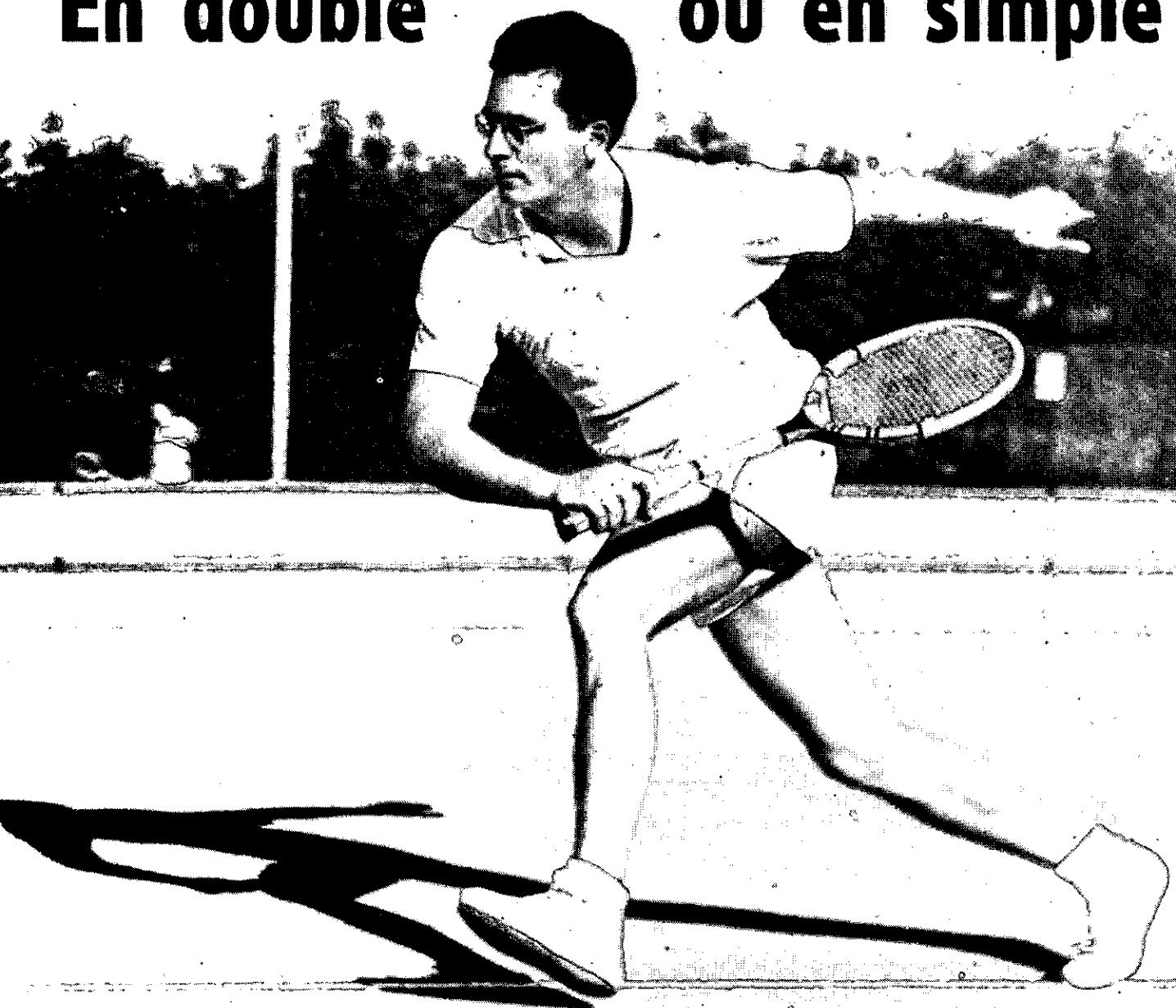


# FRANCE

FÉVRIER 1958 - N° 8 - 150 F

# FORUM

## En double ou en simple ?



Un parlementarisme à l'anglaise est-il possible en France ?

## COURRIER DES LECTEURS

### Dépenses d'Algérie et « transferts »

L'article relatif au coût des opérations militaires en Algérie, publié dans votre dernier numéro, m'a paru très pertinent sur de nombreux points. Il met bien en évidence la relativité et même la subjectivité inévitable des estimations avancées par les uns et par les autres sur les « dépenses de la guerre d'Algérie ». Tout dépend en effet de la définition des sommes additionnées et des critères au nom desquels on opère la ventilation des crédits militaires et leur imputation à l'Algérie ou à d'autres chapitres. En un sens, les chiffres donnés par M. Gaillard et M. Mendès-France sont donc, exacts tous les deux ; mais ils ne s'appliquent pas à la même chose.

Il est vrai, et la conclusion de l'article le souligne justement, que M. Mendès-France laisse planer l'espoir que la fin des opérations d'Algérie permettrait des transferts budgétaires importants vers d'autres postes intéressant l'expansion économique ou le progrès social en métropole.

Or l'auteur de l'article a raison de dénoncer l'illusion ainsi entretenue, puisque les transferts, qui seraient effectivement possibles, devraient évidemment en premier lieu servir à réorganiser notre appareil militaire européen qui a subi depuis deux ans de dangereuses ponctions ; et qu'en second lieu ils devraient s'opérer en direction de l'équipement économique et social de l'Algérie.

J'aurais aimé toutefois que *France-Forum* tentât d'estimer l'importance relative de ces deux catégories de

« transferts », et explorât les possibilités d'un « relais », ou d'un concours partiel de capitaux européens, en ce qui concerne l'aide économique et sociale à apporter à l'Algérie de demain... Lorsqu'on sait quelles coupes sombres il a fallu opérer dans certains programmes d'investissements pour équilibrer le budget de 1958, il me paraît impensable de ne laisser entrevoir aux Français d'autre perspective que le maintien, pendant de longues années, des charges actuelles pour l'Algérie, la nature des dépenses étant seule changée.

J. T..., Paris.

### Les X protestent...

Je tiens à protester énergiquement contre l'agression à laquelle vous vous êtes livrés contre l'École Polytechnique dans votre dernier numéro. Votre photo est un montage grossier.

Quant à la légende, elle prouve que vous ne connaissez rien au fonctionnement d'une grande école qui a fourni et fournira encore, n'en déplaise à *France-Forum*, des générations de bons serviteurs de la Nation.

J. S..., Lille.

Ayant lu avec intérêt votre revue dès son premier numéro, je dois vous exprimer ma surprise scandalisée de l'utilisation que vous avez cru devoir faire d'une photo représentant un groupe de Polytechniciens en uniformes de diverses époques. L'attachement aux traditions serait incompatible, selon vous, avec l'esprit du progrès ? Quant à présenter les Polytechniciens comme une aristocratie, c'est ignorer que leur recrutement est beaucoup plus démocratique que celui de nos Facultés, comme le prouvent les statistiques portant sur l'origine sociale des élèves de l'École. *France-Forum* nous avait habitués jusque-là à plus d'objectivité et de sérieux.

D'autre part, M. Ducrocq parle de la soif de connaître de la jeunesse soviétique. Croit-il que la jeunesse étudiante française n'a pas, elle aussi, la passion de savoir ? A condition, bien

entendu, qu'on ne la confonde pas avec les habitués des caves de Saint-Germain-des-Près...

M. P..., Bordeaux.

### Pour des positions constructives

Jelis toujours votre publication avec intérêt, car sa formule est heureuse. J'approuve en particulier votre souci d'apporter aux lecteurs matière à réflexion plus qu'endoctrinement. Toutefois, qu'il me soit permis à l'occasion de l'année nouvelle d'exprimer un vœu. Je pense que les « Forums » au cours desquels vous faites se rencontrer des personnalités diverses, mais toujours qualifiées, pourraient précéder un exposé, qui, en tenant compte des idées avancées au cours de la discussion, donne au lecteur, dont la curiosité a été mise en éveil, des éléments de solution aux différents problèmes abordés. Le forum Teitgen-Senghor était excellent, car il esquissait une solution au problème des peuples africains. Mais, à côté de cet exemple, je pourrais citer les intéressants articles publiés sur l'Algérie, où se dessinaient des préférences, mais où on aurait eu bien de la peine à découvrir une idée politique susceptible de prendre forme institutionnelle. Or l'Afrique du Nord mérite une solution politique, qui, pour être applicable, me paraît devoir être précise. De même, je dirais que les quelques lignes publiées sur le régime de Franco m'ont paru tout simplement grotesques.

Il est des sujets complexes qu'on se doit de ne pas simplement effleurer.

P. C..., Paris.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum ».

(Port et emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de « France-Forum » :

24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V<sup>o</sup>.

### DESSINS ET PHOTOS

COUVERTURE : A. G. I. P.  
COULOIRS ET COULISSES : Michel Desjardins.  
LES TRAVAUX ET LES JOURS : Reporters Associés, Camera Press, Jean-Loup Sieff, A. G. I. P.  
ÉTUDE ÉCONOMIQUE : dessins d'André Bellard.  
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI I : Intercontinentale, U. S. I. S.  
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI II : A. D. P., Associated Press, Keystone, Intercontinentale.  
AU FORUM : reportage Michel Desjardins.  
ARTS : Hoche-Productions, Bulloz, Roger-Viollet.  
NOTES DE LECTURE : Intercontinentale, Jean-Philippe Charbonnier.

# FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :  
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5<sup>e</sup>)  
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro ... .. 150 F  
Abonnement : 8 numéros par an ... .. 1'000 F

## S O M M A I R E

N° 8 — Février 1958

<b>ÉDITORIAL</b>	La démocratie française et l'opinion, par Henri Bourbon.....	3
<b>AU FORUM</b>	<b>Un régime à deux partis est-il souhaitable en France ?</b> .....	18
	<i>Un entretien entre MM. Georges Aguesse, Pascal Arrighi, Pierre Dhers, Valéry Giscard d'Estaing et André Railliet.</i>	
	<i>Au moment où le Parlement s'apprête à discuter de la réforme constitutionnelle et de la réforme électorale, que doit-on penser des perspectives de reclassement et de simplification des partis politiques, formulées à propos du dialogue Modérés-Socialistes en 1957?</i>	
<b>ÉTUDE ÉCONOMIQUE</b>	<b>Comment forcer les portes de l'avenir ?</b> par André Bonpierre .....	9
<b>QUESTIONS D'AUJOURD'HUI</b>	● <b>L'Afrique et la défense occidentale</b> , par Jacques Mallet.....	12
	● <b>Où va le nouveau Maroc ?</b> par Georges Le Brun Keris .....	15
<b>CONTROVERSE</b>	Saganiens et anti-Saganiens. Nos lecteurs nous écrivent .....	24
<b>NOS RUBRIQUES</b>	<b>Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.</b>	
<b>NOS CHRONIQUES</b>	<b>Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.</b>	
<b>NOTES DE LECTURE</b>	<b>Revue des Livres, Revue des Revues.</b>	

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (Nom et Prénoms) : .....

Adresse : .....

Profession : .....

déclare souscrire un abonnement d'un an à la revue « France-Forum ». Je vous adresse le montant en chèque bancaire - mandat-poste - mandat-carte - versement C. C. P. PARIS 14-788-84

A ..... le .....

Signature :

TARIF D'ABONNEMENTS	Ordinaire	Soutien	Le numéro
France Métropolitaine .....	1 000	2 000	150
Autres pays .....	1 100	2 000	170

● *Sur une chasse à la bêtise.* — M. Mollet passait, il n'y a pas si longtemps, pour nourrir à l'égard de M. Duchet des sentiments de complaisante compréhension. A ses interlocuteurs modérés, le Numéro Un du socialisme ne cessait de répéter que, dans une République normalement constituée, les indépendants étaient le seul parti qui devrait exister à la droite des socialistes, les formations intermédiaires n'étant évidemment que des aberrations de la nature ou de l'histoire. M. Duchet, flatté, inclinait à trouver dans le propos la marque d'un grand sens politique. Et M. Mollet estimait alors M. Duchet assez doué du côté de l'esprit pour avoir compris à demi-mot. De la sorte, la cohorte de M. Mollet et la légion de M. Duchet auraient joué tour à tour le rôle de la garde montante et de la garde descendante afin de partager les profits du pouvoir et le bénéfice de l'opposition.

La conjoncture politique a contredit le grand dessein, et voici socialistes et modérés siégeant côte à côte auprès de M. Gaillard. Le pacte aurait-il avorté parce qu'il demandait que les partenaires sachent pratiquer tout un jeu de subtilité? Trop grand crédit ouvert peut-être par l'intelligence des uns à l'intelligence des autres; et faut-il expliquer par la déception le mot désormais historique de M. Mollet sur « la droite la plus bête du monde »?

Cette polémique d'une grande simplicité ne signifie pas nécessairement la rupture définitive de l'accord esquissé récemment. Bien qu'attachés bon gré mal gré au char de M. Gaillard, socialistes et indépendants doivent songer à l'avenir. Si bien que dans les injures d'une grossièreté élémentaire il peut y avoir moins d'outrage que de complicité.

Une telle comédie héroïque est difficile et dangereuse à jouer correctement, car il faut que les chefs aient l'art d'exciter leurs troupes tout en les retenant. La gauche traditionnelle, disait Anatole France, « avait la chance de posséder une opposition de droite de tout repos : honnête, maladroite à plaisir et tout à fait inoffensive; elle a eu le tort de la détruire ». M. Guy Mollet a dû méditer cette curieuse pensée du vieux maître de la plus vieille gauche. Il tâche de se faire une droite à sa convenance. Le malheur serait qu'il y réussisse trop bien.

● *Europe et laïcité.* — Une convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme a été depuis plusieurs années signée par quinze nations. La France seule n'a pas ratifié un texte qui est une belle synthèse des principes d'une

civilisation humaniste et libérale et qui prévoit la création d'une cour de justice européenne auprès de laquelle pourrait se pourvoir quiconque s'estime victime d'une violation des droits reconnus par la convention. Les raisons de ce retard tiennent dans la rédaction de l'article 2 ou protocole dont le texte insolite affirme que « l'État, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des

jouaient au fascisme, a finalement tourné à l'avantage du rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien* qui a publié aussitôt dans trois hebdomadaires de gauche le récit de son aventure, de la peur qui ne l'a saisi que le lendemain et du dialogue d'idées qui pendant plusieurs heures l'a opposé à ses ravisseurs. Les petits fascistes provinciaux y ont tenu leur rôle avec une perfection criante de vérité. Et comme un bonheur ne vient jamais seul, le courage et l'esprit de M. Georges Suffert ont été loués publiquement par M. Jean de Fabrègues, qui a conclu son article par un vibrant et cordial « Chapeau, Suffert ». Le fascisme étudiant de Nancy a donc ainsi réconcilié « La France Catholique » et *Témoignage Chrétien*, la droite et la gauche catholiques. Vraiment, pour leur début dans la vie politique, ces jeunes gens de peu de cervelle ont réussi un coup de maître.

G. Suffert

#### En passant par la Lorraine...

parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques. »

C'est évidemment plus que n'en peuvent supporter un certain nombre de consciences laïques ou plutôt laïcistes, comme l'a montré un récent débat à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale. M. Daniel Mayer, dont le zèle européen est assez tiède, n'a pas été fâché d'opposer à l'Europe un argument laïque. Et il faudra le compromis d'une « réserve » pour aboutir un jour à la ratification. L'épisode montre assez quelles sortes de réflexes vieillissent et de pensées obscurantistes doivent mobiliser de prétendus héritiers de 89 lorsqu'ils veulent contrarier un progrès de l'idée européenne et de l'idée démocratique une fois de plus convergentes.

● « *Chapeau, Suffert.* » — L'enlèvement de M. Georges Suffert, victime d'une mauvaise farce d'étudiants qui

● *Symphonie en gris mineur.* — On a fait grand bruit autour du sondage d'opinion effectué à la diligence de *L'Express* auprès de « la nouvelle vague », c'est-à-dire de la jeune génération. Le résultat, décevant, donne l'impression d'une grisaille assez uniforme. Il est vrai qu'une image moyenne et générique risque d'être le plus menteur des portraits, d'établir toute une génération dans des limbes d'incertitude et de médiocrité, alors qu'il existe, invisibles aux enquêteurs, un ciel et un enfer déjà fortement peuplés. Qu'on ne croie pas avoir mesuré le degré d'héroïsme dont une jeunesse est capable parce que, à la question: « Quelle cause estimez-vous digne du sacrifice de votre vie? », les réponses positives sont statistiquement faibles. Une telle interrogation provoque un réflexe de pudeur et invite les meilleurs à une attitude évasive et réticente.

Seules certaines réponses massivement convergentes peuvent avoir valeur de témoignage relativement solide sur l'état d'esprit d'une génération. On remarque une désaffection générale à l'égard des idéologies et notamment du socialisme qui, il y a dix ans, aurait représenté une espérance assez largement répandue. Sur l'Europe, encore que le questionnaire ait été légèrement sollicité, les réponses sont au contraire largement positives, sans qu'il y ait enthousiasme ou forte inclination idéologique. Cette jeunesse croit à l'Europe comme à une chose qui va de soi et qui est déjà quasi faite. *L'Express* qui a, comme il l'a écrit, « suscité et financé » l'enquête risque au moins sur ce point de n'en avoir pas eu pour son argent.

## La démocratie française et l'opinion

par HENRI BOURBON.

AU terme de sa vie brève et passionnée, Péguy désespérait de la possibilité d'une fidèle incarnation de la mystique dans la politique. La mystique républicaine, disait-il, c'est quand on mourait pour la République, la politique républicaine c'est, à présent, quand on en vit. Pendant les quatre années de lutte contre le nazisme, nous avons connu une mystique française qui était aussi une mystique démocratique. Depuis 1945, nous assistons à une lente et progressive dégradation de cette mystique en une politique tûtonnante, étriquée, vieillotte, trop rarement inspirée de l'audace et de l'énergie qui avaient animé les combattants de la Résistance. Elle est vérité d'évidence la désaffection de l'opinion à l'égard d'un régime qui semble se scléroser et s'empêtrer dans ses contradictions internes et qui se révèle apparemment incapable d'ouvrir des perspectives sur l'avenir.

Le pays ne comprend pas qu'un fossé sépare les actes des dirigeants successifs de leurs déclarations d'intention, que les partis attaquent les options d'un gouvernement auquel ils participent, que les solutions et les programmes proposés pendant les campagnes électorales soient oubliés aussitôt le pouvoir conquis, que l'autorité soit incertaine et discontinuë. De ces déficiences et de ces incohérences naissent inquiétude, malaise, désarroi, mécontentement, crise des esprits, tous les éléments d'un climat propice aux aventures extrémistes et totalitaires de la réaction ou du communisme. Car si beaucoup de Français sont indifférents ou hostiles aux jeux tactiques du Parlement, ils ne le sont pas à la politique; ils ont conscience que la politique les concerne, qu'elle détermine leur sécurité et leur prospérité, mais ils éprouvent le sentiment amer qu'elle leur échappe.

### Nécessité d'une politique qui rompe avec l'ambiguïté

On ne saurait exiger des hommes politiques responsables qu'ils s'interrogent constamment sur la conformité de leurs engagements avec la pureté de leur doctrine (ce qui sous-entend au moins qu'ils en aient une...); le rôle difficile qui leur échoit n'est pas de concurrencer les professeurs de morale qui figent d'acides « blocs-notes », mais de réaliser une idée, de « mordre sur l'histoire », d'insérer dans le réel contingent et relatif, un esprit et une pensée, ce qui est tout autre chose que de se laisser guider par les événements. Une politique n'a de style et d'efficacité que si, d'abord, elle se fonde sur une analyse aussi objective que possible des faits et si, ensuite, elle tend à créer les conditions concrètes permettant la mise en œuvre d'un idéal. Il est bon de prêcher l'Europe, mais sous réserve que dans le même temps on ne laisse pas la situation économique et financière de la France se détériorer au point de contraindre le Gouvernement à revenir sur la libération des échanges au moment où le Parlement ratifie le traité de Marché Commun.

Un panachage équivoque de moralisme brumeux et de réalisme irréfléchi a causé l'ambiguïté de la politique française de ces dernières années. Devant l'inévitable confusion qui en est résultée, l'opinion désemparée a eu la conviction d'avoir été mystifiée.

La politique, à la fois technique du bonheur des hommes en

société et art de rendre possible ce qui est nécessaire, doit s'aligner (la raison et l'expérience le conseillent) sur la formule modeste et lucide d'Étienne Borne : « Composer avec le train du monde pour tâcher de l'infléchir. » Cette modestie et cette lucidité relèvent d'un empirisme accordé aux indispensables impératifs de rénovation, puisqu'il s'alimente aux sources d'une doctrine, en l'occurrence la démocratie d'inspiration chrétienne.

### La démocratie, création continue appuyée sur l'opinion

La démocratie intégrale se définit comme « le Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Ceci implique qu'elle ne soit jamais un repos ou un immobilisme, mais une tension, un effort, une réflexion, une construction permanente soutenue par l'action de la masse des citoyens *informés* et intéressés. Inlassablement, les démocrates ont à préserver les chances sans cesse menacées, toujours compromises de cette démocratie idéale.

Cette conception d'une *démocratie sociale et libérale à la mesure de l'homme suppose et impose adhésion et participation de l'opinion*, d'où la nécessité de partis politiques qui ne soient ni des chapelles d'intellectuels, ni des clubs de notables, ni des coalitions d'intérêts, ni des syndicats de stratégie électorale, ni des instruments de lutte de classes, mais des écoles de pensée, des mouvements de formation et d'information civique et sociale, des moyens d'influence efficaces sur les pouvoirs, des animateurs et des catalyseurs, des organismes sensibilisés aux aspirations du pays réel dont l'identification — si imparfaite soit-elle — avec le pays légal constitue le fondement de tout système représentatif. Si telles devraient être les caractéristiques des partis français actuels, il faut bien dire qu'aucun d'eux ne les possède. Dévalués aux yeux d'une opinion publique sceptique, ironique ou hargneuse, les partis partagent, non sans quelque injustice, le discrédit qui s'attache au mauvais fonctionnement de nos institutions; ils sont pour l'instant impuissants à remplir leur mission d'intermédiaires entre le pouvoir et l'opinion, d'agents de liaison entre gouvernants et gouvernés. Paradoxalement, seul le parti communiste, dogmatique, intolérant, caporalisé, a réussi cette gageure de garder le contact avec un nombre important de travailleurs et de se présenter comme le dévoué porte-parole de leurs revendications alors qu'en fait il les leur a préalablement et habilement dictées.

Que les chefs de partis démocratiques prennent garde : ou appuyés sur des militants sincères, ils retrouveront la confiance de l'opinion, et particulièrement de la jeunesse, en les associant à une « opération vérité » qui soit surtout une « opération redressement », en rompant avec les vieilles habitudes mentales et les petites habiletés à court terme, ou obnubilés par leurs querelles, ils ouvriront la porte au pire qui n'est pas toujours sûr, mais qui, de plus en plus, prend le visage du possible.

1958 sera-t-elle l'année du renouveau de la démocratie française et de l'essor de l'Eurafrrique ou l'année de la colère sourde et désespérée du peuple, ou simplement une médiocre année de demi-mesures et de lassitude ? La réponse dépend du civisme des Français et du courage de leurs élus.

● Le Sahara : avenir de la communauté franco-algérienne.

● Pétrole saharien, investissements américains.

L'on connaît les espoirs placés par la France dans l'exploitation du pétrole saharien. Au moment où l'avenir économique à long terme de l'Algérie fait l'objet d'études et de discussions parfois passionnées, il paraît intéressant de rechercher objectivement si le pétrole peut constituer un facteur de développement pour l'Algérie. L'exploitation du pétrole saharien pose bien des problèmes

à la France : d'investissement, de protection militaire. Elle en résoudrait autant pour la France : équilibre de notre balance en devises, indépendance énergétique. Si l'on suppose ces questions résolues, qu'en résulte-t-il pour l'Algérie ?

Indiscutablement, le gaz d'Hassi R'Mel et le pétrole d'Hassi Messaoud peuvent résoudre en partie le problème industriel algérien : des centrales thermiques ; pourront surgir, produire de l'électricité à un prix normal, et, l'ouverture de l'Algérie à la mer facilitant

l'importation des matières premières, une économie industrielle de transformation peut alors s'organiser dans de bonnes conditions. Le dernier obstacle à surmonter serait celui des moyens d'investissement. Mais, là encore, le pétrole peut jouer un rôle décisif à long terme. Si l'on admet que la France ne demande au pétrole saharien que d'être facturé en francs et de lui assurer son indépendance en énergie et en devises, tous les bénéfices publics de l'exploitation pourront être réinvestis sur place. Une comparaison avec le cas de l'Iran permet d'approcher le problème.

Depuis la constitution du consortium d'exploitation qui a pris la succession de l'Anglo-Iranian, l'État iranien perçoit sous diverses formes, et en application du principe fifty-fifty, environ deux millions de livres sterling par million de tonnes extraites ; soit, au taux total du change, 2 600 F par tonne. Les prévisions de production saharienne sont de 10 millions de tonnes en 1960 et de 60 millions de tonnes en 1975. Si les chiffres iraniens s'avéraient transposables, ce qui suppose que les coûts d'exploitation des puits du Sahara ne soient pas grevés de frais excessifs dus à leur situation et aux conditions locales, les sommes disponibles sous forme de redevances publiques pour l'investissement en Algérie seraient donc de 26 milliards de francs en 1960 et de 156 milliards de francs en 1975. Sans doute, au rythme du développement nécessaire des investissements s'agit-il davantage d'une importante contribution à la solution du problème que de sa solution. Nous sommes d'accord avec M. Raymond Aron pour estimer que le pétrole du Sahara ouvre à l'Algérie « les perspectives économiques pour la première fois non désespérées ». Mais ces perspectives ne peuvent déboucher sur un véritable avenir économique que si la métropole maintient pendant longtemps encore son importante contribution en fonds publics au budget d'investissement de l'Algérie.

● Indonésie : les Hollandais à la mer.

L'État indonésien, en s'emparant des dernières propriétés hollandaises, aura malgré tout perdu sur le plan économique plus qu'il n'aura gagné sur celui du prestige. Déjà, les porte-parole de Djakarta doivent admettre que la famine règne en une trentaine de régions de Java, en conséquence de la saisie par le gouvernement de trente navires battant

## ● Un Front Populaire en Indonésie ?

*Dans les rues de Djakarta, des manifestants indonésiens brûlent un mannequin recouvert du drapeau néerlandais*

### Nationalisme ou communisme ?

pavillon hollandais qui assuraient le ravitaillement entre les îles. On s'attend à une chute immédiate de 90 % des exportations de caoutchouc et de thé, et le chômage atteindra 30 000 dockers. Les excès de l'indépendance ne paient pas...

Les responsabilités, qui sont à l'origine de mesures aussi désastreuses, ne sont pas aisément différenciables. Il semble que le président Soekarno, ayant excité les passions populaires contre les Hollandais, coupables de ne pas remettre l'Irian, ou Nouvelle-Guinée occidentale, à l'Indonésie, se soit trouvé rapidement débordé par la double surenchère du

nationalisme et du communisme, comme il est de règle en pays sous-développé, récemment débarrassé de la domination coloniale. Le fait est que les premières saisies de propriétés néerlandaises furent illégalement opérées par les syndicats d'obédience communiste. La semaine suivante, le premier ministre, M. Djuanda, leur signifia que le gouvernement était seul habilité à « nationaliser » les entreprises étrangères, et assura *urbi et orbi* que les concitoyens hollandais seraient protégés dans leurs personnes.

L'armée protégea, certes, les personnes, mais elle s'empara des biens. Le

gouvernement n'eut alors plus qu'à justifier le coup de filet en alléguant les nécessités de la lutte contre l'agitation communiste. Seulement, l'armée ne paraît pas devoir se satisfaire d'un rôle d'exécutante : il lui faut des responsabilités exécutives, et son chef d'état-major, le jeune général Abdul Haris Nusation, ne serait pas étranger à la « demande » de congé de maladie formulée par le président Soekarno. Personne n'ignore qu'aucun des trois médecins signataires de l'ordonnance de cure de repos à l'étranger n'avait examiné le Chef de l'État. La presse mondiale, sur la foi d'informations hollandaises,

## ● La Pologne 58 connaîtra-t-elle un

annonça même que M. Soekarno était prisonnier de l'armée.

En fait, le général Nusation, qui avait participé à une manœuvre manquée en 1952 contre M. Soekarno, cherche surtout à s'appuyer sur une large fraction de l'opinion, et pour cela il voudrait remettre en selle M. Mohammed Hatta, ancien vice-président de la République et personnalité politique réputée pour son honnêteté, qui avait démissionné en 1956 pour protester contre les projets de M. Soekarno, partisan d'une alliance avec les communistes en vue de la constitution d'une « démocratie guidée ». Pourtant, M. Hatta ne semble guère favorable à un triumvirat où il siègerait, en même temps que le général, auprès de M. Sartono, président du Parlement et leader nationaliste de gauche. Peut-être M. Hatta réussira-t-il à persuader le général Nusation de rétablir le gouvernement parlementaire pour en finir avec l'expérience Soekarno, essai mal déguisé de front populaire.

Mais aucune probabilité ne saurait être indiquée quant à l'avenir politique d'un archipel de 3.000 îles dont les plus importantes, Sumatra et les Célèbes, sont entre les mains de chefs militaires dissidents. La seule certitude est que les Européens, « protégés » par l'armée régulière, seront progressivement embarqués à destination du pays où, « Dieu ayant créé la mer, le Hollandais fit le reste ».

## ● Les Polonais rentrent dans leur coquille.

Dans son message de Noël qui — contrairement à ce qui a eu lieu l'année dernière — n'a pas été retransmis par Radio-Varsovie, le cardinal Wyszynski s'est écrit : « Illusoire est cette liberté qui consiste à être libre parmi les esclaves. »

S'adressant aux Polonais pour le nouvel an (sur les antennes, lui, de la radio officielle), M. Gomulka a assuré à ses compatriotes que la « démocratisation » du régime se poursuivait, encore que cette évolution, a-t-il souligné, soit longue et incompatible avec l'utilisation de la « démocratie socialiste » contre le « système socialiste ».

Dans une cave de Cracovie, une troupe théâtrale d'avant-garde a inauguré un spectacle satirique sur le thème : « la réalité socialiste sous le signe du chien crevé ». Il s'agit bien entendu de cette malheureuse Laika dont le cadavre



## ale démocratisation ?

continue à tourner au dessus de nos têtes, enfermé dans la carcasse du « Spoutnik II ».

Pour que la caricature de la Pologne gomulkiste, au quinzième mois de son existence, soit complète, il faudrait pouvoir montrer un quatrième trait qui traduirait les arrières-pensées des « dogmatistes » (ou « staliniens »). Mais il est difficile de citer... ceux qui s'enferment dans une attente silencieuse.

Or, malgré la « campagne de vérification et de purification » du parti communiste, décidée fin octobre dernier par le Comité Central, campagne qui s'est concrétisée en deux mois par l'exclusion de 31.000 militants et dirigeants locaux, l'appareil du Parti communiste polonais reste noyauté par des milliers d'hommes auxquels l'ère stalinienne a révélé les délices d'un pouvoir absolu. La masse inerte qu'ils opposent aux assauts, souvent désordonnés et imprudents, des « révisionnistes » (dont les plus turbulents ont donné leur démission du parti) place l'équilibriste Gomulka et les « centristes » qui le soutiennent entre le marteau et l'enclume.

La répartition des forces au sein du Comité Central est à ce point de vue révélatrice. Cet organisme — qui détient en fait tous les leviers de commande du pays — comprend 74 membres.

Trois d'entre eux seulement sont d'authentiques « gomulkistes », c'est-à-dire qu'ils en font partie depuis le « printemps d'octobre 1956 », après avoir vécu en prison les années 1949-1956. Il s'agit de M. Gomulka lui-même, de M. Zenon Kliszko (discret mais incontestable n° 2 du système, qui vient d'accomplir un voyage à Londres) et du général Spychalski qui a succédé au maréchal Rokossowski à la tête du ministère de la Défense. Les autres 71 membres du Comité Central se répartissent en trois groupes à peu près équivalents : les « dogmatistes », les « révisionnistes » et... les « opportunistes ».

Un dirigeant communiste a dit : « Avec une telle « chambre », la tâche de notre premier secrétaire est presque aussi difficile que celle d'un président du Conseil français... »

C'est le degré d'usure réciproque des extrêmes qui déterminera le choix définitif des hésitants et qui orientera en fin de compte l'évolution du régime en modelant le contenu de la « démocratisation » promise par M. Gomulka.

Mais la difficulté de la tâche de ce

dernier, l'équilibre instable de l'expérience polonaise, se trouvent encore compliqués par ce que symbolisent la « liberté parmi les esclaves » et le « chien crevé ».

Chaque jour davantage, le cardinal Wyszynski est obligé de désigner avec précision les objectifs vers lesquels il ne peut pousser ses fidèles sans aggraver les malentendus entre l'Église de Pologne

### Un parmi les Six.

et le Siège apostolique. Lorsque M. Jerzy Morawski, l'un des plus dynamiques parmi les membres du Politburo, affirme qu'il est parfaitement possible pour un dirigeant communiste d'être en même temps un catholique pratiquant, à condition de ne pas verser dans le « cléricalisme », la réciproque n'est pas concevable sans remettre en question les relations entre le Primat de Pologne et le Saint-Siège.

Ce décalage entre la route suivie par M. Gomulka et celles que prennent ses alliés d'il y a quinze mois n'est pas le seul. La « révolution » d'octobre 1956 a été pour une large part le fait de la jeunesse. Une fraction notable de celle-ci se détourne aujourd'hui de ce qu'elle avait adoré avec tant de passion et tant d'efficacité. Et non pas pour changer d'idole, mais tout simplement pour les renverser toutes dans un état d'esprit proche du nihilisme. Il est saisissant de constater à quel point — sans parler des « hooligans » qui trouvent un exutoire dans une révolte parfois criminelle — de nombreux jeunes Polonais s'enfoncent dans une sorte d'intellectualisme cynique et désabusé. Au point que les exploits extra-atmosphériques des uns et des

autres, passionnément commentés en Occident, se ramènent à ce symbole de chien crevé...

Tout cela s'aggrave de la constatation que, dans l'état actuel des choses, une politique indépendante à Varsovie relève plutôt de l'utopie. Après l'attitude très nuancée du délégué polonais à l'O.N.U. dans le débat sur l'Algérie, après la quasi-rupture entre MM. Gomulka (curieusement soutenu par M. Ho Chi Minh) et Mao Tsé Toung (lequel, par nécessité économique, a admis le « leadership » du Kremlin) lors du grand rallye communiste de Moscou en novembre, l'entourage du premier secrétaire du parti communiste polonais a sorti ce qu'il croyait être un arme secrète : le « plan Rapacki ». Dans l'esprit de ses auteurs, ce plan avait un double objectif très précis : la démilitarisation de l'Allemagne, qui reste pour les Polonais, quels qu'ils soient, le danger numéro un et l'élément de chantage le plus efficace entre les mains des Russes; et, d'autre part, l'installation en territoire polonais d'équipes de contrôle occidentales, lesquelles constitueraient la première assurance valable contre un nouveau Budapest en Pologne.

Mais avec une habileté qui frise le machiavélisme, M. Khrouchtchev s'est empressé de reprendre la « dénucléarisation » de l'Europe centrale à son compte, sachant très bien qu'il lui enlevait ainsi le peu de séduction qu'elle pouvait avoir aux yeux de la plupart des dirigeants occidentaux...

Alors, les Polonais rentrent dans leur coquille, prient pour que 1958 éloigne le spectre de la « liberté parmi les esclaves », rêvent de « démocratisation » et, en attendant, se gaussent de l'importance qu'a prise pour le monde un « chien crevé »...

### ● C. F. T. C. vivante.

La C.F.T.C. vient de donner une nouvelle preuve de sa vitalité. Depuis des années, on le sait, deux courants s'opposaient en son sein, et l'affrontement entre « majoritaires » et « minoritaires » prenait parfois de telles proportions qu'il était de bon ton, dans certains cercles, de spéculer sur une éventuelle scission de la centrale syndicale chrétienne. Ailleurs, il était bien porté de se féliciter du « dynamisme » des uns en déplorant le « conservatisme » des autres ou vice versa.

Or voici qu'à l'issue du Conseil Confé-

● C. F. T. C. : unité consolidée, dynamisme maintenu.

féral des 14 et 15 décembre une page était tournée dans l'histoire de la C.F.T.C. « Minoritaires » et « Majoritaires » se retrouvaient ensemble au sein du Bureau Confédéral pour assurer ensemble la direction de la Confédération. Il ne s'agissait pas d'une improvisation. Depuis plusieurs mois, les leaders syndi-

calistes chrétiens se retrouvaient régulièrement à Bierville, dans l'ancien domaine de Marc Sanguier et, en commun, ils « repensaient » les problèmes de structure et d'organisation de la Confédération.

Le résultat de ce travail d'équipe ? — Deux « minoritaires » : Eugène

Descamps, secrétaire général de la Fédération des Métaux, et Yves Morel, secrétaire général de la Fédération du Gaz et de l'Électricité entrent au Bureau Confédéral. De plus, celui-ci est élargi par la participation à ses travaux de trois « conseillers techniques » choisis pour leur compétence : Detraz (Bâtiment Paris), Declercq (Métallurgie Nantaise) et Bonnet (de l'Union Départementale du Nord). (Les deux premiers sont issus du courant minoritaire.)

— Une nouvelle organisation des structures confédérales est mise en place : désormais la C.F.T.C. est divisée en 6 secteurs fonctionnels, placés chacun sous la responsabilité directe d'un membre du bureau confédéral : administration et finances (responsable André Glorieux); organisation et propagande (Yves Morel); action professionnelle et sociale (Eugène Descamps); questions économiques (Roger Reynaud); questions internationales (Théo Braun); problèmes politiques (André Jeanson).

— Les six animateurs de ces secteurs constitueront, autour du Président confédéral Maurice Bouladoux et du secrétaire général Georges Levard, une sorte de « bureau journalier » qui assurera la direction quotidienne de la Centrale.

Le 15 décembre, la C.F.T.C. a donné une preuve évidente de sa « santé » que beaucoup d'organisations — syndicales ou... autres — peuvent envier. Cette vigueur se manifeste d'ailleurs sur tous les fronts, tant sur celui de l'éducation ouvrière et de la formation des militants (les partis politiques pourraient utilement y prendre quelques exemples!) que sur celui de l'action professionnelle. La C.F.T.C. dépasse chaque jour davantage le stade de la revendication purement professionnelle pour prendre en charge les intérêts généraux de la Nation. Il y a là sans doute une nouvelle forme de promotion ouvrière — et non la moindre! — qui veut que le monde du travail ne se laisse point enfermer dans ses seuls problèmes. Que la C.F.T.C. l'ait si bien compris est sans doute un des facteurs les plus importants de l'histoire sociale de la France d'aujourd'hui. Qu'elle ait voulu surmonter ses propres difficultés pour faire de ce qui aurait pu être une cause de division, une source de plus grande richesse militante, peut être demain un élément déterminant dans l'évolution — non seulement sociale, mais politique au sens large — de notre pays.

FÉLIX GAILLARD OU LA NOUVELLE VAGUE

ENTRE autres prodigalités, la France s'offre le luxe de posséder, parmi toutes les nations, le plus grand nombre d'anciens chefs de l'État et d'anciens chefs de gouvernement en disponibilité, en vie et en liberté, et elle y eu pourtant la coquetterie de faire la moue devant cette puissante réserve d'expériences, de sagesses et de nostalgies pour s'inventer, tout neuf, un président du conseil qui n'avait pas encore servi. Vertueuse République soucieuse d'écarter de la première place les tentations de l'orgueil : un chef provisoire qui rencontre quotidiennement tant d'égaux et de semblables connaît trop bien qu'il n'est pas l'unique et l'irremplaçable.

M. Félix Gaillard, qu'un nom et un prénom également bien français prédestinent aux entreprises cavalières, vives et heureuses, atteignait tout juste trente-huit ans le jour de son investiture, et encore sait-il sur ses portraits faire plus jeune que son âge. Ce visage fort peu chiffonné d'étudiant de dernière année, sérieux, ouvert, avenant, tempère d'un rien de modestie ce qu'il montre de chance et d'intelligence; on croirait, tant il trompe son monde, voir, à le regarder, la tête d'un lecteur de L'Express, et, si on ne le savait avantagusement pourvu, il passerait aisément, tel qu'il est, dans les rêves des mères de famille bourgeoisement encombrées de filles à marier.

Avec M. Félix Gaillard, la France possède un Premier à l'anglaise, qui connaît l'art tout britannique de se pencher tout droit sans se courber vers ses anciens ou les grands de ce monde, un homme de correction et de retenue, ennemi des idéologies, des extrémismes et du pathétique et qu'on ne saurait sans une criante injustice aimer ou haïr avec passion. Bref, une bonne anti-

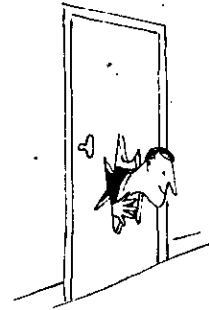
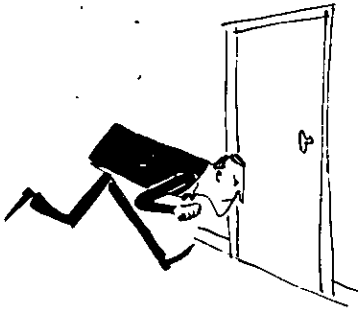
thèse à M. Mendès-France, son camarade de parti, si l'on ose dire, mais qui donne à l'opportunisme radical un style insolite de fièvre, d'impatience et de mystère, mœurs baroques inconnues de M. Félix Gaillard, qui veut être équilibré jusqu'à l'impersonnalité, classique jusqu'à l'anonymat.

Notre président du conseil a réussi dans sa carrière politique une synthèse équilibrée de modernité et de tradition. Entré dans la vie politique en suivant le sillage de M. Jean Monnet, M. Félix Gaillard est assez jeune pour croire à l'Europe, mais il est assez habile et assez soucieux d'enracinement dans la plus vieille tradition républicaine pour avoir rallié dès l'adolescence le radicalisme du Sud-Ouest, laïque, bourgeois, complaisant avec ce surcroît d'indulgence dû sans doute à la facile douceur du climat charentais. Car, en France, il suffit à l'esprit conservateur de porter la cocarde radicale pour rassurer la gauche et ne pas

Moderne  
et  
classique.

être pris pour un modérantiste réactionnaire. M. Félix Gaillard qui, ministre des Finances, réussit une dévaluation parce qu'il sut ne pas l'appeler par son nom est un bon technicien de psychologie élémentaire, et il connaît la valeur des mots, ceux qui portent chance et ceux qui appellent la malchance. Situé à distance rigoureusement égale de M. Antoine Pinay et de M. Guy Mollet au moins dans cette figure de ballet qui nous tient lieu de politique, M. Félix Gaillard a été et est encore la solution d'un simple problème de lieu géométrique. Sa tâche est encore, comme il le disait avec une gentille discrétion, celle de racommodeur. Son travail est-il grossier ravaudage ou stoppage de qualité, un avenir très proche ne manquera pas de le dire.

E. B.



## Comment forcer les portes de l'avenir ?

Au delà des tensions sociales récentes qui ont eu encore pour objectif la hausse des revenus nominaux, se dessine dans l'opinion un malaise plus profond, né du sentiment d'angoisse que motivent les perspectives de 1958 et des années suivantes. Sans doute, ce sentiment demeure encore plus ou moins confus et peut-être n'est-il nettement éprouvé que par une minorité de dirigeants syndicalistes. Mais cette sorte d'inquiétude se propage vite, et l'on peut d'ores et déjà affirmer que la masse, au moins chez les ouvriers, n'est plus totalement insensible aux menaces qui pèsent sur notre économie tout entière.

Cette fois-ci, le danger qui plane sur les conditions de vie du Français moyen a pris forme économique. Tout progrès social est désormais subordonné à la sauvegarde de notre activité économique dans le courant des prochains mois.

### Bilan à la Saint-Sylvestre 1957

Il n'est pas besoin de beaucoup insister sur la genèse de la situation actuelle. 1954 a inauguré l'expansion de la consommation et le développement consécutif, quoique légèrement décalé, des investissements publics et privés. 1955 a rendu déjà perceptibles de légères tensions inflationnistes. 1956 a vu s'aggraver ces mêmes tensions en raison de la conjonction de multiples facteurs : accélération du rythme de hausse des salaires, forte poussée des investissements, stagnation de la production agricole et, enfin, opérations d'Algérie.

Les souplesses d'adaptation de l'économie nationale ont pu masquer un certain temps la gravité des phénomènes. Trop lents à prévoir les difficultés qui allaient s'amonceler sur notre route ou impuissants à prendre les contre-mesures qui eussent été nécessaires, les pouvoirs publics, par leur faute, ont laissé jouer aux opérations d'Algérie, en particulier, un rôle indéniable d'accélérateur. En outre, plusieurs déclarations malencontreuses au cours des premiers mois

de 1957 et vers la fin du ministère Mollet ont largement contribué à déclencher et à encourager les spéculations contre le franc. C'est ainsi que s'est précipité l'avènement de la double crise de l'heure actuelle : crise des paiements extérieurs d'une part, difficultés intérieures de trésorerie d'autre part.

En 1957, l'accroissement des différents éléments de la demande intérieure a très largement excédé les progrès de la production intérieure. Bien que la hausse des prix ait diminué le poids effectif de la demande exprimée en valeur nominale, l'excès en volume de cette dernière n'a pu être satisfait que par un prélèvement de 1 400 millions de dollars sur nos réserves de change (sur ce total, 400 millions environ traduisent des phénomènes spéculatifs : accélération des paiements à l'étranger, retards dans le rapatriement des devises, fuites de capitaux). Si bien qu'à la Saint-Sylvestre 1957, nos réserves de devises étaient totalement épuisées : il ne subsistait plus que les 200 milliards d'or de la Banque de France.

Dans de telles conditions, il n'est plus possible de concevoir pour 1958 une politique vraiment satisfaisante qui n'implique de profondes modifications dans les tendances actuelles de la demande. Si l'on prolongeait en 1958 les lignes d'évolution observées depuis plus de deux ans, la réalisation des désirs des consommateurs supposerait des concours extérieurs d'un montant total voisin de 1 000 millions de dollars — et ceci même en tenant compte des retraits de libération intervenus en juin dernier et de la baisse du cours mondial des matières premières et des taux de fret.

L'aide extérieure dont bénéficiera notre pays est-elle susceptible d'atteindre ce montant ? Il n'en est évidemment pas question.

### L'objectif clé : nos exportations

Pour les experts économiques, l'analyse des perspectives de 1958 est étro-

itement liée au problème des exportations.

La recherche systématique des débouchés extérieurs n'est évidemment pas simple pour le pays qui s'y est insuffisamment préparé et qui s'y trouve acculé au milieu d'une conjoncture internationale assez néfaste à cet égard. Mais la faiblesse des marchés mondiaux est une raison supplémentaire d'entreprendre sans retard le recensement de toutes les exportations compatibles avec la capacité d'absorption des places étrangères et de se demander quels réseaux commerciaux sont susceptibles d'être rapidement mis en place. Un assaut psychologique général, auprès des entreprises, énergiquement orchestré par l'administration, devrait susciter parmi les producteurs un puissant courant d'exportation, en même temps que seraient prises, sur le plan intérieur les mesures corrélatives indispensables :

1° Limitation de débouchés intérieurs soit par le biais des prix (et donc de surtaxes localisées), soit par une mesure quelconque de rationnement ;

2° Comblement des écarts éventuels entre prix français et prix étrangers, c'est-à-dire rétablissement et réorganisation de l'aide à l'exportation. Cette aide ne serait d'ailleurs pas nécessairement monopolisée par les pouvoirs publics : il ne serait pas inconcevable de faire appel à la collaboration de certains organismes professionnels à qui l'État aurait simplement donné son impulsion.

Il va de soi que les décisions, de caractère moteur, prises pour les exportations devraient s'accompagner de sévères mesures d'économie aux importations.

### Perspectives 1958 vues par les experts

En admettant des chiffres raisonnablement optimistes pour les exportations, divers rapports montrent qu'une aide extérieure d'environ 400 millions de dollars permettrait d'aboutir à un équilibre satisfaisant. Encore qu'il ne faille pas attacher une valeur absolue à leurs

conclusions chiffrées, il semble bien que, dans ces conditions, la production intérieure pourrait se situer à l'indice 104 ou 105 en volume — la production de 1957 étant prise pour base 100. La consommation des ménages atteindrait alors un niveau voisin de 103 et les investissements l'indice 106. Le rythme d'expansion ne serait donc qu'à peine freiné. Toutefois, la croissance de la production n'autoriserait nullement une expansion parallèle de la demande.

L'indice 106 pour les investissements productifs répond à une volonté réelle d'investir. Ce doit être un véritable objectif, n'en déplaise aux milieux étrangers qui nous ont reproché de surinvestir. Une chute des investissements au-dessous de ce niveau équivaldrait à une mauvaise utilisation des possibilités offertes par l'aide extérieure.

De telles perspectives, qui satisfont apparemment à la condition du plein emploi, peuvent se résumer en deux caractéristiques principales :

1° En raison de la conjoncture 1958, la demande intérieure totale doit être freinée pour permettre le développement de nos échanges extérieurs ;

2° Le souci de nos exportations au delà de 1958 oblige à comprimer la part de la consommation dans la demande intérieure totale, afin de grossir celle des investissements.

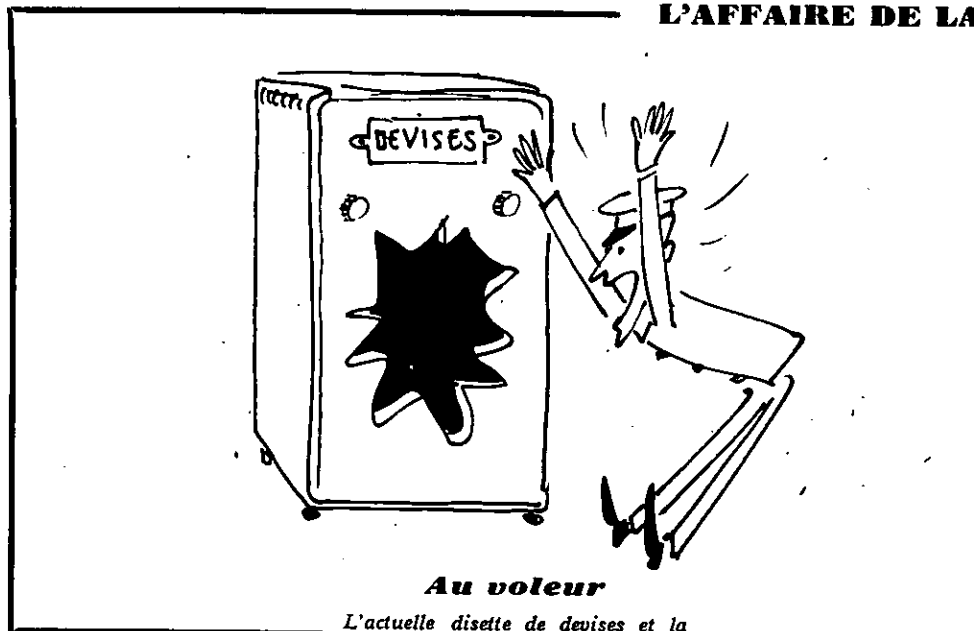
#### Préserver le plein emploi

##### tout en remédiant à ses inconvénients

Ainsi, il semble bien que, techniquement parlant, la poursuite de l'expansion soit possible, tout au moins d'une expansion relativement modérée par rapport aux deux dernières années.

Mais, en pratique, comment contenir la demande finale — consommation et investissements — dans des limites compatibles avec la production permise par les importations ? Comment assurer une répartition correcte entre consommateur et investisseur des ressources intérieures ? Comment obtenir le moratoire de revendications légitimes en soi, mais dont la satisfaction immédiate provoquerait l'écroulement de l'équilibre entr'aperçu ? Comment maintenir un niveau d'activité qui permette, en 1959, même sans aide extérieure, de reprendre tout à la fois — quoique à un rythme moindre — le développement de la consommation et la poursuite des investissements du troisième plan ?

Et, surtout, comment écarter les risques de fortes hausses de prix qui, en activant la course infernale des salaires et des prix, troubleraient nécessairement nos exportations et provoqueraient, en définitive, l'effondrement de la production par une crise des approvisionnements ?



**Au voleur**

*L'actuelle disette de devises et la poursuite de l'expansion imposent...*

Connaîtrons-nous la récession au terme d'une flambée générale des prix ?

Ici l'analyse économique touche à ses limites et doit céder le pas à d'autres considérations, en particulier celles qui touchent au maintien du plein emploi.

Quelle action préalable permettrait, tout en le préservant, de remédier aux inconvénients actuels du plein emploi ?

Le renvoi dans leurs foyers de la quasi-totalité des militaires d'A. F. N. serait une circonstance favorable de ce point de vue. Mais, en admettant qu'une solution intervienne à très brève échéance en Algérie (et nous ne considérons pas que le brutal abandon à leur sort de plus d'un million de Français soit une solution), le retour des militaires au travail s'échelonnait sans doute sur une période assez longue. De surcroît, le marché du travail tarde à retrouver sa souplesse — au moins localement — même après que les tensions globales se sont effacées.

Certains opinent en faveur d'une amorce de récession. Il suffirait d'attendre que le maintien draconien des restrictions de crédit et le blocage absolu des prix commencent à produire leurs effets : baisse du volume des investissements suivie d'une chute des revenus et d'un début de chômage qu'amplifieraient des réactions en chaîne. On imagine trop facilement les séquences d'une telle politique. Elle se traduirait, entre autres, par une perte de dynamisme à l'exportation, et il est inutile d'insister sur la gravité de pareille conséquence à la veille de la difficile confrontation européenne. A la manière du cycliste sur sa machine, l'économie française doit aller de l'avant pour retrouver son équilibre.

Par ses effets cumulatifs, la récession délibérée ressemblerait étrangement au pavé de l'ours. Bien sûr, quelques mesures

aussi brutales que globales brochées sur la toile de fond d'un aimable laisser-faire aboutiraient bien quelque jour à un nouvel équilibre. Mais au prix de quels gaspillages et de quelles misères !

#### Les difficultés de l'intervention

Quelle politique peut nous éviter une telle issue ?

Sans parler de la consommation propre des administrations, il existe deux grands domaines où se fait sentir l'intervention des pouvoirs publics : celui de la consommation dite « des ménages » et celui des investissements. Aux interventions globales pratiquées jusqu'ici devraient se substituer des opérations de réglage plus sélectives — ou « spécifiques ». Les instruments disponibles à cet effet sont malheureusement très imparfaits.

Le principal moyen d'action sur la consommation des ménages réside dans le prélèvement fiscal direct ou indirect. Mais on sait à quel point le régime actuel est inadéquat — imperfections de l'impôt sur le revenu, efficacité discutable de la T. V. A.

Quant aux investissements, on connaît bien en théorie les leviers qui permettraient d'en régler l'importance et la composition : fiscalité directe ou indirecte (impôt sur les sociétés et taxes sur la valeur ajoutée), assortie ou non d'un contrôle des prix ; politique du crédit ; niveau des financements publics. Mais pratiquement on mesure mal les effets directs d'un accroissement de fiscalité ou de restrictions de crédit, on ne connaît pas mieux les effets d'une coupure des financements publics sur le volume global et la répartition des investissements privés.

Ajoutons que certains milieux pure-

### **Le coupable : l'importateur**

*de sévères mesures d'économie aux importations...*

ment financiers — ceux-là même qui s'affirment partisans d'une amorce de récession — interceptent fréquemment des informations qui seraient précieuses pour un réglage judicieux des investissements. En sens inverse, il leur arrive de faire écran à des décisions qui pourraient commodément passer par leur canal.

Mis ainsi dans l'impossibilité d'opérer les réductions les plus souhaitables, on se résout finalement à admettre les plus faciles. Et pourtant la fixation correcte du niveau et de la répartition des investissements demeure l'un des problèmes fondamentaux des prochaines années.

#### **Trouverons-nous l'issue ?**

Dans la situation actuelle, l'article premier d'une politique à long terme ne saurait avoir d'autre objet que la recherche d'une issue à court terme. Trois éventualités principales sont à envisager pour 1958.

En premier lieu, l'opinion pourrait refuser d'accepter le freinage de la consommation. L'aide extérieure serait alors consommée à un rythme voisin de celui des derniers mois. Vers le milieu de 1958, nous nous retrouverions dans le même état qu'aujourd'hui, avec une dette extérieure encore accrue de façon substantielle. Après quoi l'inflation reprendrait son cours, provoquant bientôt la récession par la faillite de notre commerce extérieur.

En second lieu, dans l'espoir d'atténuer les inconvénients du plein emploi, les pouvoirs publics pourraient être tentés d'enrayer délibérément l'expansion. Les effets cumulatifs d'une telle politique risqueraient fort de mettre notre économie en perte de vitesse beaucoup plus vite qu'on ne le pense.

### **Le sauveur : l'exportateur**

*et la recherche systématique de débouchés extérieurs par une politique dynamique d'exportation.*

Troisième éventualité : le gouvernement chercherait à mettre en place les instruments d'une politique sélective ayant pour effet de rationaliser et de coordonner les modalités d'intervention de l'État dans notre système mixte d'initiatives privées et publiques, en particulier dans le domaine des investissements. Cette tentative aurait un double objectif : garantir la continuité de la politique économique française et associer à une même tâche les représentants de l'administration et ceux des milieux professionnels, employeurs et salariés.

Du côté des entreprises, le spectre d'un dirigisme tatillon et stupide a fait obstacle jusqu'ici à l'avènement de formules économiques nouvelles. Du côté des administrations, les techniques novatrices paraissent difficiles à promouvoir dans un milieu naturellement conservateur. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, il faut bien, dans l'immédiat, prendre notre système économique tel qu'il est, et, pour forcer les portes de l'avenir, nous sommes condamnés à œuvrer dans le contexte des institutions actuelles : procédés empiriques et grossiers, mi-libéraux, mi-dirigistes.

#### **Définir une politique adéquate**

Parmi les trois politiques ci-dessus esquissées, aucune des deux premières n'est satisfaisante, et l'application de la troisième requiert des conditions qui ne sont pas réunies. Dès lors, la politique souhaitable, celle qui permettra pratiquement de trouver une issue, consiste probablement à les combiner toutes trois et à les solliciter tour à tour, en ce qu'elles ont de complémentaire.

Il n'est pas absurde d'utiliser une fraction de nos ressources en devises pour

stopper la hausse des prix sur les marchés agricoles. C'est une forme de la contribution qui vient d'être demandée à la première politique. Mais, hormis le domaine des prix agricoles où elle est effectivement d'un rendement élevé, pareille pratique doit rester exceptionnelle.

Si l'évolution des événements d'Algérie n'apportait pas, dans un proche avenir, une détente sur le marché du travail, le seul moyen d'astreindre la consommation des ménages au minimum de discipline indispensable consisterait malheureusement à maintenir les mesures de freinage — essentiellement monétaires — prises jusqu'ici et à tolérer en conséquence une légère augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites. C'est en cela que pourrait consister l'emprunt momentané à la deuxième politique. Mais ici la prudence devra être la règle : les mesures anti-inflationnistes ne sont en général assouplies que lorsqu'il est trop tard pour en corriger les effets.

Enfin, les circonstances actuelles devraient hâter la définition d'une politique du troisième type. En dépit des réticences politiques et sociologiques et bien qu'il ne soit pas question, dans les délais qu'impartissent les circonstances, de mettre en place des mécanismes complets de sélectivité, il conviendrait néanmoins de tirer le meilleur parti des moyens existants : spécialement des informations que possèdent déjà, en matière d'investissements, les commissariats du Plan et de la Productivité.

Devant l'importance de l'enjeu, la gravité et l'imminence du péril, le moment n'est-il pas venu de réveiller nos imaginations engourdis et de donner plus de hardiesses à nos réformes ?

ANDRÉ BONPIERRE.

# L'Afrique et la défense occidentale

par JACQUES MALLET.

LA deuxième conférence afro-asiatique vient de tenir ses assises au Caire. On ne saurait en surestimer l'importance. Réunis pour la première fois en avril 1955 à Bandoeng, les délégués des peuples de couleur, anciennement colonisés, peuvent aujourd'hui mesurer avec satisfaction le chemin parcouru, et par eux sur le chemin de l'indépendance, et par le « colonialisme » sur le chemin du repentir, ou de la défaite.

Comme on pouvait s'y attendre, « l'ennemi n° 1 », a été la France.

Il existe à cet égard une communauté d'objectif entre l'U. R. S. S. et les pays de Bandoeng. Le plus court chemin entre Moscou et Alger passe par Le Caire. L'exemple syrien montre que le « nassérisme » n'est souvent qu'une étape sur la voie de la « soviétisation ». Le ressentiment anticolonial entre les mains d'une propagande habile et d'une diplomatie « active », quelle arme à longue portée, plus efficace peut-être que l'engin intercontinental! « Lorsque les États-Unis avaient le monopole de l'arme atomique ou une large supériorité dans ce domaine, l'Occident n'a perdu que l'Asie, une partie du Moyen-Orient et la moitié de l'Europe, disait un général humoriste. Les choses à présent pourraient aller plus vite. »

## L'Afrique, objectif n° 1 de l'U. R. S. S.

Dans la stratégie soviétique de conquête du monde, le prochain objectif

est la mainmise sur l'Afrique : cela ne fait point de doute. Maints indices le prouvent qui vont de la distribution d'armes, de techniciens et de crédits en Égypte ou en Syrie, à l'infiltration du mouvement syndical en Afrique noire, en passant par les consulats prolifères du royaume libyen. Bloqué à l'ouest — jusqu'à nouvel ordre — par le rempart atlantique (et par la fragilité de l'emprise sur les Démocraties populaires), bloqué à l'Est par la puissante Chine, alliée exigeante aujourd'hui, rivale redoutable demain, l'expansionnisme russe, traditionnellement attiré par « les mers chaudes », ne peut que se frayer un chemin vers le sud. Il trouve là un continent à son image et à sa mesure : immense et massif. Ce besoin d'espace, que les Russes ne peuvent plus satisfaire chez eux depuis que la Sibérie s'industrialise, voilà de quoi le combler.

Il faut garder ce contexte présent à l'esprit pour comprendre l'ampleur de la menace qui pèse sur l'Afrique. Elle est multiforme : aux portes de l'Asie, dans ce Moyen-Orient riche, famélique et instable, tourbillonnant à tous les vents du désert, l'Est et l'Ouest s'affrontent en la personne de jeunes colonels et de souverains féodaux. Les armes de Nasser transitent par la Tunisie vers l'Algérie. Elles alimentent une guerre « révolutionnaire », où les Français trouvent de curieuses analogies avec la lutte du Viet-minh. Maroc et Tunisie tentent de se transformer en des nations

occidentales modernes : tels est du moins le dessein avoué de leurs chefs. L'Afrique noire hésite encore entre Houphouët — ou Senghor — et Nkrumah. On espère que la loi-cadre organisera l'autonomie dans l'association. Mais des maquis ont pris les armes au Cameroun. Les élections congolaises ont révélé brutalement la persistance des rivalités ethniques et le développement des aspirations à l'indépendance. Au Kenya, une répression brutale a étouffé le soulèvement des Mau Mau, sombre mélange de racisme, de révolte agraire et de violence primitive. L'« apartheid » maintient en Afrique du Sud un pesant couvercle au-dessus d'une marmite surchauffée. Les agents de l'Égypte travaillent la haute vallée du Nil. Des confins du Tchad partent vers le Niger, le Sahara et l'Afrique du Nord les agitateurs « sénoussis ». Bref, l'Afrique, demeurée pendant des siècles en marge de l'histoire, est devenue l'une des zones névralgiques du monde, où tous les courants se heurtent et interfèrent, où les tensions — économiques, raciales, idéologiques — de notre siècle se

Kommel

Montgomery

Leclerc

Le « Della Wing B-58 « Hustler », premier bombardier supersonique

Les axes offensifs de la politique soviétique

Le « Forrestal » en Méditerranée

trouvent portées au paroxysme : vaste champ de bataille dont les richesses enfouies dans le sous-sol — et que l'on sait maintenant considérables, depuis la découverte des pétroles sahariens — ne constituent pas l'enjeu principal. Ces richesses iront à ceux qui auront su gagner l'âme et le cœur des hommes.

L'Afrique, pomme de discorde de l'Occident

L'Afrique perdue pour l'Occident sans guerre : tel est l'objectif idéal de la politique communiste. Dans l'immédiat, elle a intérêt à s'attaquer à ce maillon de la chaîne occidentale. Si cette manœuvre réussit, elle aurait, en effet, pour résultat à la fois de rendre inefficace le système de défense atlantique et de désagréger l'Alliance Atlantique elle-même. Le second résultat entraînerait « ipso facto » le premier, si celui-ci tardait à se produire.

Feu le Maréchal Staline avait dans son testament politique exprimé l'idée, reprise fidèlement par ses disciples et

contempteurs, que la victoire du monde socialiste n'avait pas à s'acheter au prix d'une guerre meurtrière. L'aggravation des tensions et des contradictions internes au sein du monde « capitaliste » y pourvoirait mieux que des hécatombes. Or quels sont les points du globe où ces tensions et ces contradictions atteignent le maximum d'intensité ? Ce n'est point l'Asie. L'Europe en a été chassée. Les États-Unis n'y gardent que de précaires têtes de pont. C'était le Moyen-Orient. Depuis l'aventure de Suez, les Français y ont à peu près tout perdu ; les Britanniques, pour conserver le peu qu'il leur reste, se sont alignés sur la politique américaine (et celle-ci, malgré la doctrine Eisenhower, va d'échec en échec). Reste donc l'Afrique et notamment l'Afrique du Nord. L'opposition des politiques américaine et britannique au Moyen-Orient n'a jamais revêtu l'aspect de divergences fondamentales. De telles divergences pourraient, dans les mois qui viennent, apparaître au grand jour sur le problème algérien entre les États-Unis et la France, si celle-ci ne trouvait elle-même une issue.

Supposons évité l'écueil algérien : la nouvelle politique africaine des États-Unis — que reflète sommairement, mais avec clarté, « le Rapport Nixon » — ne risque-t-elle pas, dans son appui systématique à l'indépendance, de se heurter aux efforts d'association de la communauté franco-africaine, pour ne point parler de la politique britannique en Afrique australe ou orientale ? De deux choses l'une : ou bien les idéologues simplistes de l'anticolonialisme américain voudront « les conséquences de ce qu'ils veulent », et ils encourageront la liquidation accélérée des dernières positions « européennes » en Afrique, ou bien ils voudront jouer au plus fin entre Bandoeng ou Le Caire et Paris ou Londres, et ils perdront, sur les deux tableaux. Dans un cas comme dans l'autre, l'Alliance Atlantique sera sérieusement compromise. Avant longtemps le vide creusé par l'effacement de l'Europe, par la rupture des liens d'une vie commune riche en même temps d'amour et de haine, d'autres que Babbitt le rempliront à leur manière. Le drame est que les hésitations et les fautes de notre propre

politique fournissent des prétextes aux erreurs américaines.

### Tourner le rempart atlantique

Supposons le pire : une Algérie non seulement indépendante, mais qui briserait tous ses liens avec la France, sans laquelle elle ne peut ni se développer, ni survivre. Dans ce pays, livré sans remède à l'anarchie et à la misère, au fanatisme et à la violence, nul ne pourrait prendre notre relève. Très vite — en quelques années — cette « Algérie libre » glisserait sur la pente de la démocratie populaire. A défaut de travail et de pain, on donnera à son peuple — le plus nombreux du Maghreb, et le plus prolifique — des armes et des mots d'ordre. La pression de cette armée révolutionnaire sur les deux pays voisins, moins peuplés et encore instables, y encouragera la nationalisme extrémiste. Bourguiba devra suivre pour commander et sera finalement emporté par la vague. Le sultan sera détrôné. Quelques années encore. Que trouvons-nous ? Une chaîne d'États satellites télécommandés de Moscou s'étend du Caire à Casablanca. Si le rempart atlantique est encore debout, le voici tourné. Des rampes de lancement s'installent sur la rive sud de la Méditerranée. L'Europe est virtuellement perdue. Elle cherche à désarmer le bras de l'adversaire qui la tient à sa merci. Elle choisit le neutralisme. Des Fronts Populaires occupent le pouvoir à Paris, à Rome. L'Allemagne bascule. Les États-Unis, isolés, n'ont plus alors qu'à choisir entre la mort violente et la mort par étouffement — qu'on juge à Moscou plus sûre et moins coûteuse.

Ce ne sont là, dira-t-on, que vues de l'esprit. Certes, si l'on reste dans le court terme. A qui porte plus loin le regard, elles n'apparaissent point dénuées de raison, ni de quelque vraisemblance. Et notre adversaire, lui, voit loin. Il compte par génération — alors que nous comptons par année ou par semestre (la durée moyenne de nos gouvernements). Dans ce processus, il n'entre aucune fatalité, et aucune folie. Cet enchaînement d'erreurs, il nous appartient à tout instant de le rompre. Mais il convient dès maintenant de mesurer le péril.

### Le rôle stratégique essentiel de l'Afrique

Le rôle de l'Afrique dans la sécurité occidentale apparaît essentiel. Point n'est besoin d'être stratège pour le comprendre. Les bases américaines du Maroc ne sont guère plus éloignées des États-Unis que les bases britanniques. Les liaisons aériennes avec l'Amérique

du Sud se font par Dakar. Bizerte contrôle toute la circulation dans le bassin méditerranéen. Souvenons-nous du précédent de la deuxième guerre mondiale : *qui tient l'Afrique du Nord tient l'Europe*. La bataille de Tripolitaine n'a pas été moins décisive que la bataille de Stalingrad. Sans cette base de repli et de départ, qui obligeait l'ennemi à disperser ses forces, le débarquement en Normandie n'eût sans doute été possible que beaucoup plus tard, la libération de la France eût été plus lente, plus meurtrière. Ce serait encore plus vrai dans une guerre future. Les immensités sahariennes semblent, par vocation, les emplacements les plus aptes à recevoir des rampes de lancement pour fusées intercontinentales. La Grande-Bretagne, toujours prévoyante, a déjà préparé l'installation éventuelle de son quartier général à Nairobi.

Ces remarques devaient être faites. Mais elles négligent l'essentiel. Un officier supérieur français plaçait dans la bouche de MM. Khrouchtchev et Boulganine le dialogue suivant : « Nous sommes très forts, camarade, très forts ! Nous avons l'armée la plus nombreuse du monde. — Oui, dit l'autre, mais les Américains ont beaucoup de bombes atomiques et de quoi les transporter. — Vous oubliez, camarade, que nous avons des fusées intercontinentales et que les Américains n'en ont pas ! — Oui, dit l'autre, mais ils en auront bientôt. — Camarade, vous savez bien que nous n'aurons besoin, pour vaincre, ni de notre armée, ni de nos fusées. Nous n'aurons besoin de faire ni la guerre classique, ni la guerre atomique. Celle-là, ils savent la faire ou ils le sauront. Nous n'avons qu'à recourir systématiquement à la seule guerre qu'ils ne savent pas faire : la guerre psychologique, la guerre révolutionnaire. » Pour cette guerre, l'Afrique est un terrain d'élection.

De tout cela que conclure ? En premier lieu qu'il apparaît nécessaire d'adapter les structures de la défense occidentale, en tenant compte du rôle important qu'y tient d'ores et déjà l'Afrique du Nord. Les départements d'Algérie sont expressément couverts par le Pacte Atlantique. Il n'est pas sûr que le Maroc et la Tunisie veuillent y adhérer. Ces deux pays sont trop soucieux de se conformer à leur vocation de « trait d'union » pour se ranger totalement dans un des blocs en présence. Ils ont par ailleurs trop conscience de leur vocation occidentale pour demeurer tout à fait « neutres » entre l'Est et l'Ouest. Ils passeront avec les États-Unis des accords militaires bilatéraux, sans rompre, il faut l'espérer, les liens particuliers qui les unissent à la France. Sous une forme ou sous une autre, il faudra

donc créer un commandement unifié du Maghreb, dès que l'évolution du conflit algérien le permettra. (Il étendrait son autorité à une partie du Sahara.) Ce pourrait être l'un des éléments d'un « grand ensemble » africain, englobant les territoires autonomes d'Afrique noire, au profit duquel seraient consenties d'importantes délégations de souveraineté. Il va de soi que la défense de l'Afrique impliquerait l'institution d'un état-major interallié — notamment franco-britannique — avec plusieurs commandements régionaux, ainsi qu'un effort commun pour développer l'infrastructure aérienne et les grandes lignes de communication.

### L'Eurafrique, môle du monde libre

Mais ce ne serait là que vain échafaudage si la stabilité politique et un développement économique harmonieux n'assuraient aux pays africains un autre avenir que celui d'un enjeu, tirailé et déchiré, entre les États-Unis, et l'U. R. S. S. Cette stabilité et ce développement ne peuvent être fondés à long terme que sur la création d'une vaste communauté de peuples librement associés. Une politique commune de progrès économique, social et humain, peut seul leur épargner le sort d'une proie disputée entre l'Est et l'Ouest. L'« Eurafrique », ainsi conçue, deviendrait l'axe du monde occidental et la clef de voûte d'une alliance atlantique rénovée. Sur ce môle viendrait se briser la stratégie communiste d'asservissement du monde libre par la conquête du « Tiers Monde » des « sous-développés ».

Cette entreprise ne dépend pas seulement de nous : elle se présente aux yeux des pays européens beaucoup moins comme une « affaire » que comme une aventure, dont on ne sait où elle conduira, ni même si elle conduira quelque part. Comprendront-ils sa portée, son urgence, et qu'ils ont intérêt à se montrer généreux ? Elle dépend surtout des peuples africains sans la participation active desquels elle serait vouée à l'échec. Elle dépend enfin des États-Unis — accessoirement de la Grande-Bretagne — dont le concours, ou l'appui seraient nécessaires pour la mener à bien. Mais elle dépend en premier lieu de la France elle-même. Selon que notre pays pourra ou non construire solidement la « communauté franco-africaine » — ce qui signifie mettre fin à la guerre d'Algérie dans la justice et en évitant des ruptures fatales, — la « communauté eurafricaine » sera un mythe ou une réalité. Nous approchons du moment décisif où va se jouer l'avenir de l'Afrique, et le nôtre. De cet avenir, c'est la France qui tient les clés.



## Où va le nouveau Maroc ?

LE Maroc... Je l'avais quitté dans la pire période, en cet août 1955 où les mitraillettes claquaient au coin des rues. La haine fermait les visages. On vivait sous l'oppression de cette haine plus obsédante que le danger. Pour qui-conque a vécu ces jours, puis brusquement retrouve le Maroc, le rétablissement de l'ordre tient du miracle. La sécurité est totale. Partout des visages m'ont souri et j'ai bénéficié de l'exquise courtoisie marocaine. La hachouma s'est substituée à la haine.

Le roi du Maroc et son équipe ministérielle n'auraient-ils accompli que ce rétablissement de l'ordre, on devrait les classer parmi les grands gouvernants. Qu'on ne s'attende pas pourtant à trouver ici une relation idyllique. Bien des difficultés demeurent à résoudre. C'est déjà beaucoup que les gouvernants tiennent en main ce pays complexe et dur. Le prestige du Souverain est pour chaque Marocain comme pour chaque Français du Maroc la meilleure des garanties.

### Des cadres insuffisants

Des difficultés demeurent à résoudre : comment en pourrait-il être autrement ? « Nous vous demandions un verre d'eau et vous nous avez noyés dans l'océan de l'indépendance », m'a dit un jour un membre de l'Istiqlal, parmi les plus influents. Parlant d'un « verre d'eau », mon interlocuteur était oublieux de ses propos point si anciens. Mais le Maroc s'est trouvé jeté dans une indépendance tellement brusque que, soudain, tout ce qui constituait la trame quotidienne de sa vie nationale a été remis en question. Et d'abord, si une poignée d'hommes de qualité s'est trouvée apte aux grands offices, le Maroc s'est trouvé privé de cadres. Entre les très hauts fonctionnaires, les ministres, d'une part, et la masse analphabète, de l'autre, s'ouvre un hiatus. On s'explique dès lors bien des carences administratives dans un État où les cadres intermédiaires s'improvisent. Je serais porté à croire que ces carences iront même s'accroissant pendant quelques années, au fur et à mesure que s'arrêtera une certaine vitesse acquise du Protectorat, du moins jusqu'à ce que les nouvelles générations d'administrateurs aient conquis non seulement les connaissances techniques mais une expérience.

### Une extrême politisation

La seconde difficulté est connexe à la précédente. J'ai été surpris de l'extrême politisation de ce pays neuf. Sans doute est-ce la rançon de deux années de « résistance » où, pour beaucoup, la seule raison de vivre a été politique. C'est la conséquence aussi d'une classe dirigeante trop étroite : heurts de personnes et oppositions politiques s'y confondent. L'ambiguïté de structures transitoires y concourt. Le roi est à la fois souverain absolu et souverain parlementaire. Une Assemblée Consultative siège à Rabat ; or toute assemblée consultative est par son irresponsabilité vouée aux intrigues ou aux démagogies. Nous l'avons bien vu dans la France de la Libération. Le Maroc est un pays « sous-développé » dont 50 % de la population a moins de vingt ans. Une jeunesse impatiente imprime son outrance à la politique. Elle freine les hommes en place bien qu'inapte à les renverser.

Ce sont un peu là jeux de princes. La masse n'est guère mêlée à ces préoccupations. Non que des courants politiques, mais bien plus sourds, ne la travaillent. Remous de la misère dans les villes, que contient et en partie apaise pourtant une administration de premier ordre, surtout à Casablanca. Plus complexe encore, un certain frémissement politique dans les campagnes. Il coïncide avec la difficulté très grande à laquelle se heurte le Gouvernement pour les encadrer, quelle que soit la qualité de presque 50 % des nouveaux caïds. Au Maroc comme ailleurs, bien que le maintien partiel des structures locales dû au Protectorat rende peut-être le problème moins aigu, le vernis colonial, en craquant, a libéré de très-vieilles sociologies : hostilité ancestrale des campagnes contre les villes, qu'illustrent les remparts successifs de Fez. Deux des mouvements politiques, avortés, mais quand même significatifs, du nouveau Maroc ont été des mouvements berbères et ruraux. Un paysan disert m'a parlé d'un « protectorat fassi substitué au protectorat français ».

### L'hypothèque algérienne

Dans cette politique intérieure du Maroc, l'affaire algérienne est une donnée majeure. Elle la grève comme une hypothèque. Il faut comprendre à quel écartèlement elle soumet les Marocains. Ils

sont pris entre des sentiments contradictoires. Ils tiennent à l'amitié française. On sait bien à Rabat qu'aucune aide ne peut être aussi désintéressée que la nôtre. On y voit bien la solidarité de nos intérêts. La grande ombre de Lyautey plane encore, même si on débaptise ses avenues. Mais, en même temps, comment n'éprouveraient-ils pas vis-à-vis des rebelles algériens (ils confondent avec eux tout le peuple) la fraternité musulmane ? Ils en subissent les impératifs comme des devoirs. Solidarité aussi d'un peuple nouveau-né à l'indépendance envers ceux qui tentent de l'obtenir.

Les Français, les Algériens jouent comme des atouts dans la politique marocaine. Ils sont pour les hommes politiques l'occasion de se classer ou de se surpasser les uns les autres. La dangereuse présence des réfugiés algériens n'y est d'ailleurs pas étrangère. Tant que l'affaire d'Algérie ne sera pas apaisée, le Maroc ne trouvera pas son total équilibre intérieur. L'opinion française devrait le comprendre. Quand Mohammed V offre ses bons offices, il ne se mêle pas d'un problème lointain. S'il se concerta avec Bourguiba, n'est-ce point que les attitudes fracassantes du Président tunisien le gênent dans son action modératrice ? Certains Marocains la lui reprochent et préféreraient les rodonnades à la tunisienne.

### Nécessité des Français

Analysant les difficultés et les ambiguïtés de la politique marocaine, je ne voudrais pas que le lecteur se trompe. L'existence même de ces difficultés prouve la stabilité retrouvée par le Maroc. Elles ne se poseraient pas dans le chaos. Pour ramener la paix, le Souverain et ses ministres en ont affronté de plus redoutables. A cette politisation excessive, le prestige du Souverain et son habileté sont un contrepoids.

Et puis le Gouvernement Marocain n'a-t-il pas franchi des obstacles économiques que les meilleurs observateurs jugeaient insurmontables ? C'est un fait que depuis une dizaine de mois les valeurs marocaines ont remonté de 30 %. Les colons français se sont remis au travail, et « l'opération labour », qui est une réussite, peut changer les conditions du fellah. Le chômage, qui atteint des proportions graves, est en régression constante et sensible.

*Le Soulier de Satin* porte en sous-titre : « le pire n'est pas toujours sûr ». Curieuse rencontre que plusieurs scènes de cette pièce se déroulent à Mogador

Ce redressement économique suppose le maintien des Français : même si tel marchand de légumes ne semble pas directement utile à l'économie marocaine, son départ, qui d'ailleurs contribue à la panique et fait contagion, supprime un consommateur et perturbe une économie malgré tout fragile. Il faut que les Marocains sachent rassurer les colons, car depuis trois ans bien peu d'arbres ont été plantés. Encore plus nécessaires sont les fonctionnaires français, surtout les techniciens, tant que le Maroc n'aura pas formé les cadres qui lui font défaut.

Jusqu'à présent la Convention d'Établissement a achoppé sur la question des biens de colonisation. Notre juridisme en est pour une part la cause. Le terrain du droit sur lequel s'était cantonné M. Claparède n'est pas bon : il aboutissait à une conversation de sourds. Les Marocains faisaient valoir l'injustice originelle de ces biens, les Français répondaient en objectant qu'ils les avaient économiquement créés. La voie beaucoup plus empirique où M. Maurice Faure semble s'engager est bien meilleure.

#### La vraie « interdépendance »

Mais, au-delà des textes, l'influence française demeure. L'interdépendance n'a pas été inscrite dans les traités : elle se réalise tous les jours. N'est-ce point mieux ainsi, car le meilleur traité risque d'être tourné dans l'application ? Que de faits nous pourrions citer, et d'abord que le Gouvernement marocain n'a remis à

la disposition de la France qu'un nombre limité de fonctionnaires, 12 à 15 %, dont la plupart étaient des agents de police. Les conseillers français sont légion, tant auprès des ministres qu'auprès des gouverneurs de provinces. Le français reste principalement, sinon exclusivement, même dans les rapports entre autorités marocaines, la langue courante de travail. La garde personnelle du roi est commandée exclusivement par des officiers français, et on compte dans l'armée royale 160 officiers français, 200 sous-officiers, 200 soldats spécialistes. L'uniforme de Saint-Cyr, porté par les élèves-officiers marocains, a été acclamé dans les rues de Casablanca. Le Maroc entretient plus de magistrats français qu'au temps du Protectorat. Trois sur quatre des présidents de la Cour Suprême sont français. Les avocats français sont maintes. Sept lycées sont ouverts, et 1 040 classes d'enseignement primaire... Notre presse de droite, quand elle manifeste vis-à-vis du nouveau Maroc une mauvaise humeur sans discrimination, mesure-t-elle qu'elle peut compromettre cette entreprise française ? Constatons quand même comme un fait heureux, étant donné certains propos antérieurs, que, dans son discours de Pleyel, en novembre, M. André Morice ait déclaré que l'indépendance du Maroc ne saurait être remise en cause.

Nos gouvernements et notre presse doivent d'autant plus veiller sur leurs réactions que le Marocain est susceptible. Sa sensibilité est extrême. Or force est de voir que des éléments étrangers — arabes, russes, voire américains — travaillent contre nous. Ne parlons pas des Russes. Leurs agents, là comme ailleurs, travaillent à la subversion pour la

subversion. Ne parlons pas des Arabes : si certains jeunes voient en Nasser leur idéal, l'Islam occidental n'a guère d'attrait pour cet Orient. Restent les Américains. Certes, ils ont pris trop de relèves par le monde, pour avoir un très grand désir de prendre la nôtre. Leurs responsabilités déjà les submergent. Ne se montrent-ils pas aussi le peuple le plus parcimonieux à engager ses fonds dans les pays sous-développés ? Tant que l'amitié franco-marocaine les, assurera que le Maroc ne s'éloigne pas de l'influence occidentale, leurs intrigues ne seront le fait que d'agents très subalternes et sans conséquence. Tout au plus placeront-ils une sorte de dispositif d'alerte. Mais, si nous trouvions ne plus exercer sur le Maroc la même influence, leur action pour nous évincer serait aussi brutale qu'au Sud Viet-nam.

C'est donc à accentuer l'interdépendance dans les faits que doit tendre notre politique. Ce dynamisme vaudra mieux pour l'avenir français au Maroc que le statisme de n'importe quel traité. On s'irrite des revendications d'Allal el-Fassi sur le Sahara. N'accordons d'abord pas une importance excessive à un leader en perte de vitesse. Mais, surtout, ne trouverait-on pas dans une association économique franco-maghrébine pour l'exploitation du Sahara l'occasion de nouvelles solidarités ? C'est dans cette voie qu'il faut chercher, s'obstinant à développer l'interdépendance dans les faits.

Il le faut d'autant plus que l'avenir politique du Maroc présente des incertitudes. Misons sur un réalisme berbère qui survivra aux vicissitudes de cette politique.

Quel sera l'avenir du Maroc ? Nul ne sait. Plusieurs lignes de force se croisent.

Le monarque d'abord. Souverain de l'indépendance, il y puise son prestige et sa force. Il n'est pas seulement la tradition, car il a ouvert l'ère moderne de son pays : quand même, cette tradition, il l'incarne. Avec l'âge aussi, il prend cette dignité spirituelle, si profonde, des musulmans dans la seconde période de leur vie. Son intelligence, très purement marocaine, ne suit pas nos chemine-ments, mais elle atteint son but.

### Lignes de force du Nouveau Maroc

Si nul n'ose le critiquer, des forces républicaines se dessinent qui alimentent leur propagande à médire du faste monarchique ou des attitudes des princes. Des hommes nouveaux montent, parmi lesquels émerge le président de l'Assemblée Consultative, M. Medhi Ben Barka. Personnalité attachante et admirable intelligence, il exprime une des voies que peut suivre le Maroc. La pente naturelle des pays musulmans où la foi se dégrade mène vers des Républiques autoritaires, et un marxisme assez simple tient lieu d'idéologie. Il ne s'agit pas de communisme, loin de là, ou plutôt il ne s'agit pas de soviétisme. L'ombre d'Ataturk, le prestige de Tito planent sur ces pays. Leurs influences se concilient, et le marxisme est plus une doctrine d'efficacité pour la prise du pouvoir qu'une doctrine du pouvoir. C'est auprès des jeunes qu'exerce son action M. Medhi Ben Barka, et sa capacité de travail, sa précision d'esprit, son réalisme le placent parmi les tout premiers hommes d'État de notre temps. L'emportera-t-il et finalement son influence sera-t-elle

*Le fils de Si Bekkai et le 8<sup>e</sup> Bataillon d'Infanterie Marocaine*

### **Jeune Maroc, style français.**

prépondérante ? Ne nous hâtons de conclure ni dans un sens ni dans l'autre.

C'est d'ailleurs simplifier les choses que les ramener à une sorte de diptyque. Jouent d'autres forces, la pléiade des ministres, intelligences politiques aussi certaines que M. Bouhabib ou que M. Balafrej, le président du Gouvernement, M. Bekkai, dont beaucoup ont appris à Paris à connaître, lors de son exil, la noblesse d'âme qui, loin de contrarier l'intelligence, la renforce et lui confère, surtout dans les circonstances graves, une sorte de génie et des intuitions plus subtiles que tous les machiavélismes.

Le Maroc est une terre discontinue où l'histoire procède par mutations brusques, donc imprévisibles. On ne peut même exclure la possibilité de remontées ancestrales, beaucoup plus obscures, et de soudaines irruptions populaires qui bouleverseraient les calculs des hommes politiques. La « terre du paradoxe » peut encore mériter son surnom. Ne tirons qu'une conclusion : le Maroc adoptera,

au terme de son évolution, des institutions qui lui seront plus originales que la démocratie occidentale. Sa marche hâtive vers le parti unique y prélude.

Pour nous, Français, peu importe. Ce n'est pas notre jeu à nous, même si l'observateur politique se plaît à l'analyse de ces forces. Quelles que soient les vicissitudes purement marocaines, la France garde une mission dans ce pays qu'elle a éveillé à la vie moderne. Qu'elle n'en démissionne pas ! Et c'est démissionner que ressasser un passé récent, que s'exaspérer de propos même injustes. C'est douter d'elle-même que ne pas voir qu'est indélébile la marque imprimée par elle sur le Maroc. En un demi-siècle est né, même s'il réclame le passé récent, un peuple nouveau, un peuple de tradition et d'entreprise, de réalisme et de ferveur. La France, quelle que puisse être parfois son amertume, ne doit pas oublier que beaucoup d'elle est entré en lui.

GEORGES LE BRUN-KERIS.

Rascal Arrighi

**Cinq experts, d'horizons politiques**

**Un régime à deux**

Valéry Giscard d'Estaing

V. GISCARD D'ESTAING. — Chacun constate le mauvais fonctionnement de notre régime politique, déplore la fréquence des crises gouvernementales et l'instabilité qui en résulte.

Ces inconvénients graves ne proviennent-ils pas de ce que la répartition actuelle des forces parlementaires en France empêche de dégager avec clarté les notions de majorité et d'opposition ?

Je crois, en effet, que ce qui décourage un certain nombre de citoyens de s'intéresser à la vie publique, ce qui les amène à se porter vers les partis extrêmes, c'est qu'ils ne trouvent pas, dans le cadre des partis classiques, une opposition vers laquelle se réfugier lorsqu'ils sont mécontents de la gestion de la majorité.

Il pourrait en être autrement si deux grandes formations politiques alternatives, socialiste et libérale, étaient assez puissantes pour gouverner seules tour à tour et si se trouvait réduite d'autant l'importance numérique excessive d'un centre qui échappe à tout classement précis et se montre souvent inconstant et peu discipliné...

G. AGUESSE. — Je ne suis pas de votre avis. Nos difficultés actuelles tiennent bien davantage à l'importance excessive des partis extrêmes, hostiles aux institutions parlementaires. C'est l'importance de ces groupes d'opposition systématique qui bloque, à l'heure actuelle, le fonctionnement de notre régime.

**Offrir aux mécontentements une expression saine**

V. GISCARD D'ESTAING. — Mais, précisément, l'importance des extrêmes tient au fait qu'il ne peut y avoir actuellement deux partis alternatifs suffisamment importants pour polariser autour d'eux les votes qui se portent plus à droite ou plus à gauche. Je voudrais illustrer d'un exemple ce qui se passe : prenez le cas des extrémistes de droite, c'est-à-dire des poujadistes. Pourquoi sommes-nous, nous les indépendants, mal armés vis-à-vis d'eux ? C'est que, bien qu'étant hostiles à une politique économique que nous n'approuvons pas, nous sommes depuis deux ans, pour des raisons de politique générale, amenés à la laisser faire et même, depuis peu, à la soutenir. S'il existait, au contraire, en face de nous une formation politique assez puissante pour être au pouvoir,

Pierre Dhers

**divers, posent le problème de la situation et de l'avenir des partis français**

## partis est-il souhaitable en France ?

sans nous, pendant toute une législature ou, au moins, pendant une longue période, nous recueillerions normalement la totalité des mécontents de la tranche inverse. C'est ce qui s'était passé, par exemple, dans le cas des élections partielles des années 1956-1957 ; c'est ce qui sera moins facile désormais parce que la mécanique du système actuel, où il n'y a pas de majorités alternatives, nous oblige à prendre certaines responsabilités qui nous font mêler notre politique et notre doctrine à celles de nos adversaires.

G. AGUESSE. — Estimez-vous vraiment que le poujadisme, dont vous voudriez avoir le renfort dans une perspective politique et électorale différente de celle d'aujourd'hui, constitue une aspiration tellement représentative d'une pensée moderne ?

V. GISCARD D'ESTAING. — Je me suis fait mal comprendre. J'ai dit que le mécontentement des classes moyennes, face à la pression fiscale et aux difficultés économiques, est un fait que personne ne peut nier. Or on ne peut pas contester non plus que notre structure politique ne lui a pas permis de trouver une expression saine et normale.

P. ARRIGHI. — Je ne suis pas d'accord du tout avec la thèse de Giscard d'Estaing. Tout l'histoire politique française montre que le centre a un rôle indispensable à jouer, celui d'un pont entre la droite et la gauche. Prenons l'exemple de la Chambre de Front Populaire élue en 1936 ; moins de trente mois après, elle désignait comme ministre des Finances M. Paul Reynaud. Pour quelle raison ? L'effectif communiste et l'effectif socialiste n'avaient pas varié. C'est que le centre avait entendu marquer un coup d'arrêt à la mise en œuvre de la doctrine gouvernementale du Front Populaire, pour ramener la politique française vers une position d'équilibre.

Le centre doit donc conserver ou retrouver ce rôle ; mais il est évident qu'il ne pourra y parvenir sans un minimum de cohésion au moment des votes. C'est pourquoi tous ceux qui pensent actuellement au regroupement du centre sont très préoccupés de cette question de discipline. S'ils parviennent à leurs fins, ils

auront remédié à l'une des principales causes du mauvais fonctionnement de nos institutions, et une orientation nouvelle de la vie parlementaire peut en résulter.

V. GISCARD D'ESTAING. — J'estime qu'aujourd'hui le pont dont vous parlez entre la gauche et la droite est moins nécessaire, car, en réalité, l'évolution des cinquante dernières années, en France, a énormément rapproché le point de vue de ces deux formations. Le dialogue qui n'était pas possible entre socialistes et libéraux il y a cinquante ans, ou qui ne l'était que dans l'incompréhension, le préjugé, la violence, est devenu maintenant praticable. Je ne vois pas pourquoi nous aurions besoin d'un pont, là où les travaillistes et les conservateurs britanniques n'en ont pas, ni non plus les républicains et les démocrates américains.

### Et le vote communiste ?

P. ARRIGHI. — Il serait intéressant de savoir s'il n'y a pas aux États-Unis une aile des républicains qui est, en fait, plus proche des démocrates, et réciproquement. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui importe surtout, c'est de constater qu'une telle alternance n'est possible que grâce à l'inexistence d'un parti communiste. Quand 25 % des électeurs votent communiste, il est difficile de penser que la vie publique française pourra être réglée par une alternance des socialistes et des indépendants.

Où alors on ira à un affrontement de la droite et de la gauche qui sera dramatique, parce qu'il nous conduira inévitablement à un front populaire dominé par le parti communiste. Puisque nous ne pouvons l'envisager, il faut bien renoncer, dans la France actuelle, à la thèse du bipartisme, et accepter que le centre joue alors le rôle compensateur, le rôle régulateur indispensable.

V. GISCARD D'ESTAING. — Qu'on me comprenne bien. Il ne s'agit nullement dans mon esprit de préconiser un complot contre le centre, de manifester une volonté homicide vis-à-vis d'une formation quelconque. Il s'agit plutôt d'une réflexion sur ce qu'on peut espérer voir changer. Mais tout dépend de la distance qu'on prend par rapport au futur prévisible. J'avoue que je me place complète-

ment hors du cadre actuel. Quand Arrighi parle du regroupement des radicaux, des moriciens, du R. G. R., etc., il vise la politique française de l'année 1958. J'estime plutôt que nous devons souhaiter des transformations politiques plus importantes que celle-là.

Il faut donc porter notre regard plus loin dans la direction de l'évolution. En vérité, ce qu'Arrighi appelle la France actuelle, c'est la France du passé. Les ouvrages de théorie politique, même les plus récents, ont comme unique préoccupation de démontrer, parfois de façon laborieuse, que la vie publique en France en 1957 ressemble vaguement à celle qui se déroulait en 1910. Je ne le crois pas. On constate plusieurs choses qui sont des indications profondes et frappantes du contraire. J'ai observé tout à l'heure que la vie démocratique française ne réussit pas à incorporer réellement les couches, les structures, les classes nouvelles.

**VALÉRY GISCARD D'ESTAING**

député indépendant,  
membre du groupe des jeunes élus.

**Il préconise deux grandes formations politiques alternatives mais hostiles à tout extrémisme. Avantages attendus : un mécanisme plus efficace et une structure mieux adaptée aux réalités de la France et de l'Europe de demain.**

La persistance du vote communiste, qui est en effet un phénomène très important (et un cas unique dans un pays démocratiquement évolué), tient elle aussi à cette cause. Jointe à la persistance des autres votes de protestation, paysans, commerçants ou autres, elle fait qu'en réalité notre vie publique est fondée sur une assiette beaucoup trop étroite.

P. DHERS. — Je crois que votre façon de concevoir les choses est trop théorique, car il faut prendre la France comme elle est. Vous dites qu'elle n'est pas semblable à ce qu'elle était en 1910. Évidemment, nous sommes entièrement d'accord là-dessus ! Mais le fait communiste est autre chose qu'une simple contingence passagère, et vous ne pouvez pas le nier. Donc, à partir du moment où le fait communiste existe, vous ne pouvez pas concevoir qu'à un moment donné, dans votre hypothèse, le parti socialiste puisse, selon la règle de l'alternance, vous reléguer dans l'opposition et gouverner contre vous. Car il ne le pourrait que dans la mesure où, étant l'allié du parti communiste, il subirait son influence et donc rapidement sa prépondérance. Je crois que l'attachement aux institutions parlementaires interdit d'envisager une pareille hypothèse.

V. GISCARD D'ESTAING. — Je ne suis pas complètement de votre avis. Je le répète, il ne faut pas prendre la France telle qu'elle est, car cette France est actuellement en train de se dégrader, de se détruire. Il faut prendre la France telle qu'on l'imagine et telle qu'on la souhaite pour demain. C'est la tâche que les hommes de notre génération, du moins je le pense, doivent se donner pour but. Or, justement, si je suis partisan d'un régime bipartiste, c'est que j'y vois la seule manière de faire disparaître, avec du temps naturellement, l'importance du parti communiste en France, et de la faire disparaître de façon honnête.

En effet, les partis de gauche auraient besoin, pour pouvoir représenter la classe ouvrière, d'une cure d'opposition leur permettant d'accentuer leur emprise sur la classe ouvrière. Au contraire, dans le régime dont vous vous montrez actuellement satisfaits, les partis de gauche sont toujours empêchés de prendre une véritable position de gauche, comme peuvent le faire les travaillistes, ou les socialistes allemands, pendant quatre ans, pendant huit ans. Je suis persuadé que, si l'on veut permettre à l'électeur communiste de voter pour un autre parti, aussi avancé sur le plan de la politique intérieure, mais libre de toute inféodation extérieure, il faudrait une grande formation de gauche, symétrique d'une grande formation de droite.

P. ARRIGHI. — Vous me semblez très optimiste quand vous dites que le parti communiste n'existe que parce que les partis de gauche ont été trop souvent au pouvoir, et qu'il ne diffère pas fondamentalement des autres formations. En fait, la S. F. I. O. a fait une cure d'opposition de 1951 à 1956 ; elle n'a pas accru pour cela sa représentativité aux yeux des électeurs du parti communiste ; et la répartition des voix de gauche n'a pas été changée. Je crois — c'est l'une des infirmités du continent européen et, en tout cas, de notre pays — qu'il sera très difficile, pour des raisons historiques, psychologiques ou autres, de diminuer l'importance et le rôle du parti communiste. Dès lors, pour éviter une épreuve de force dramatique entre droite et gauche, je maintiens qu'un centre peut seul établir l'équilibre.

**Élaborer une politique française**

P. DHERS. — Arrighi a mis l'accent sur la nécessité d'une cohésion suffisante des partis du centre s'ils veulent jouer leur rôle dans la politique actuelle. Je crois que cette cohésion est nécessaire, mais ne saurait suffire. Il faut aussi qu'ils aient une pensée politique. Aussi, pour moi, le problème fondamental de l'existence et du rôle d'un centre est un problème de doctrine politique. On voit assez bien, par exemple, ce qui distingue les socialistes et les indépendants, parce que les premiers sont partisans d'une intervention de l'État dans la vie économique et que les seconds sont plus favorables à la rigueur des mécanismes financiers et monétaires. Il est évident que les uns et les autres ont là une pensée affirmée qui peut conduire et expliquer leurs votes.

On aimerait que, sur les mêmes problèmes, le centre s'affirme, moins comme un élément de liaison, moins comme un coton que l'on met entre deux porcelaines pour éviter qu'elles ne se brisent, que comme une formation ayant un corps de doctrine original. C'est cela, je crois, qui est fondamental dans l'existence d'un centre en France.

P. ARRIGHI. — Vous avez raison. Le centre ne doit pas être une coalition d'intérêts électoraux, il doit se définir autour d'une pensée politique. La meilleure preuve en est qu'aujourd'hui, dans ce phénomène contingent de regroupement du centre libéral, la grosse difficulté consiste non pas simplement à assembler des personnalités différentes, mais à savoir si, sur un minimum de points, elles peuvent accepter un programme commun.

G. AGUESSE. — Il est impossible de ne pas être impressionné par certains des arguments de Giscard d'Estaing. Il est exact, en effet, qu'une politique de défense républicaine, englobant dans un même gouvernement tous les partis situés entre les extrêmes, est vouée trop souvent à n'être qu'une conciliation des contraires, risquant d'aboutir à l'immobilisme. Il semble d'ailleurs que la droite et la gauche en appellent toujours à certains sentiments forts chez l'électeur, tandis que le centre, surtout tel que l'a défini tout à l'heure Arrighi, a plutôt été, en fait, dans l'histoire des trente dernières années françaises, un sous-produit de la vie parlementaire.

taire, l'aboutissement presque constant de la gauche après l'usure du pouvoir : au fond, une gauche dégradée. C'est ce glissement habituel, vers le centre, de législatures à l'origine nettement orientées vers la gauche, qui faisait dire entre les deux guerres que les majorités de gauche n'étaient élues que pour deux ans alors que celles de droite l'étaient pour quatre. De nos jours, le même phénomène se produit, mais sur un rythme accéléré. Le Front Républicain a été un essai de polarisation vers la gauche pour cinq ans ; il n'a pas tenu plus d'une semaine... Je pense donc que, si nous parvenions à effacer le « centre » de nos affiches électorales, il réapparaîtrait en fait plus ou moins rapidement en raison des données de la politique française que rappelait, il y a un instant, Arrighi. Seulement, par là même, la thèse de Giscard d'Estaing risque bien de n'être qu'une abstraction.

Ce qui est donc nécessaire c'est un centre qui existe autrement que par le résultat d'une usure, d'un flottement, d'une ambiguïté des volontés et des programmes. La position médiane du M. R. P. sur l'échiquier politique français à l'heure présente s'explique en premier lieu, à nos yeux, par notre choix délibéré d'incarner la dialectique de la démocratie politique et de la démocratie économique et sociale, si longtemps invoquées et défendues l'une contre l'autre par les libéraux et les conservateurs d'un côté, par les socialistes de l'autre. C'est une position difficile. La recherche d'un compromis équivoque peut être électoralement plus rentable que l'effort de synthèse. Nous risquons de perdre sur chacun des tableaux où d'autres peuvent espérer additionner leurs mises.

P. DHERS. — Pour ma part, je crois que l'on pourrait sortir du dilemme droite-gauche, par une définition qui ne serait pas celle d'un centre, mais celle d'une politique française. Le centre pourrait contribuer à l'élaborer, mais elle devrait être l'occasion d'un plus vaste regroupement.

Je crois profondément que si une poignée d'hommes, quelle que soit leur origine, peut-être vous parmi eux, Giscard d'Estaing, se rencontraient avec d'autres, auxquels ils ne pensent pas sans doute à l'heure actuelle ; si cette poignée d'hommes jeunes, comprenant les nécessités de l'heure, définissaient une politique en fonction des problèmes qui se posent à la France, et sans se préoccuper de savoir si cette politique se classe à droite ou à gauche ; ne croyez-vous pas qu'il y aurait une majorité pour les suivre ? Il me semble que les indépendants, par exemple, pour parler de ceux que l'on situe à droite à l'heure actuelle, comprennent dans leurs rangs différents types d'hommes. Il y a parmi eux des hommes de l'ancienne école qui, lorsqu'on leur parle des syndicalistes, répondent : « De quoi ces gens se mêlent-ils ? Ma politique, en défendant les prix, défend le panier de la

### PASCAL ARRIGHI

député radical-socialiste,  
membre du groupe des jeunes élus.

**Il redoute la polarisation de la politique française autour de deux tendances qui s'opposeraient brutalement. Il veut un centre plus cohérent, capable de jouer son rôle régulateur traditionnel.**

### PIERRE DHERS

professeur, ancien député.

**Il réclame un centre qui fasse la trouée : une équipe jeune, un programme moderne qui arrachent la France au dilemme usé de la droite ou de la gauche traditionnelles.**

ménagère. Par conséquent, je suis social. » Je suis persuadé qu'il se trouve, au sein du même groupe, des hommes d'une école nouvelle, capables de comprendre l'autre aspect du problème : que l'ouvrier ne demande pas seulement que l'on défende le panier de la ménagère ; mais que, par des réformes apportées, par exemple, aux comités d'entreprises, on lui donne le sentiment qu'il est vraiment associé aux responsabilités économiques. A ce moment-là, la pensée de ces hommes ne sera pas éloignée d'une synthèse entre des aspirations dites de droite et des aspirations dites de gauche. Je crois, de même, que, dans le domaine de la politique internationale, il serait possible de définir un certain nombre d'objectifs proprement français.

Quelquefois, le souvenir de la France de 1938 me hante. Tous les partis étaient alors divisés sur un problème pourtant grave, celui de l'affrontement de la France à l'hitlérisme. Il y avait une politique Flandin-Georges Bonnet, favorable à la conciliation ; et il y avait une politique Blum-Reynaud, orientée vers la résistance à Hitler : puis, entre les deux, un centre qui n'a joué absolument aucun rôle, car M. Daladier refusait d'opter pour l'une ou l'autre de ces politiques et les pratiquait tour à tour. Et finalement, qui a décidé de la politique française ? Ce furent les événements et l'Angleterre ! Alors, évidemment, un centre conçu comme cela, personne n'en veut et il n'est point souhaitable ! Mais un centre qui ferait la percée et qui tenterait une synthèse moderne des aspirations valables de la droite et de la gauche, appelez-le comme vous voudrez, je suis certain que vous et moi nous y retrouverions !

Au fond, voyez-vous, il y a déjà eu sous la quatrième République des efforts dans ce sens. La véritable raison de la fondation du M. R. P., c'était ça ; et le mendésisme a représenté un aspect de la même volonté, du même désir. L'avenir du M. R. P., l'avenir du mendésisme ne nous intéressent pas pour le moment. Ce que je veux dire, c'est que ces initiatives indiquent un effort, une tendance, autour desquels des rencontres seraient, j'en suis sûr, possibles.

### Quels clivages et quels regroupements ?

A. RAILLIET. — Si cette politique française doit voir le jour — et j'en forme, pour ma part, le vœu très ardent, — nous devons essayer d'imaginer autour de quelles options et de quels clivages pourra s'articuler le fonctionnement de notre vie politique. Certes, des partis aussi différents que les socialistes, les indépendants, le M. R. P., le centre gauche actuel, ont pratiquement été amenés à coopérer, pour des raisons d'urgence, à propos des grandes questions internationales.

Supposons, au contraire, que ces problèmes de politique étran-

gère soient simplifiés, parce que le poids de la représentation communiste, grâce à une réforme électorale, serait allégé et parce que le courant neutraliste perdrait ainsi de sa force. On peut penser alors que les socialistes français se révéleraient les homologues des autres partis socialistes, du socialisme en général, avec peut-être quelques nuances ; et la France pourrait se trouver dans une situation voisine des structures italiennes, avec un socialisme pro-atlantique fort, avec un petit socialisme nenniste, qui d'ailleurs est en train de naître et avec ce qui demeurerait du communisme, le socialisme se constituant, somme toute, en trois courants.

En face se retrouverait tout le reste. Ce qui pourrait caractériser ce reste, c'est, je crois, le caractère gouvernemental qui est la marque des trois groupements qui le constitueraient : le M. R. P.,

**ANDRÉ RAILLIET**

professeur, militant  
fédéraliste européen.

**Il est favorable à un reclassement des tendances permettant une distinction plus claire entre la majorité et l'opposition, mais ne croit pas à une transposition, en France, du système britannique.**

les indépendants et le centre gauche. Ils ont un point commun : ils sont gouvernementaux d'esprit, même une large fraction des indépendants, car, s'ils étaient une droite classique, au sens réactionnaire du terme, ils se situeraient plus à droite, dans une attitude d'extrémisme négatif.

En réalité, ce que nous appelons le centre est beaucoup plus large que le centre gauche. Il est l'héritier de toute une histoire française, celle qui a vu, en particulier, les modérés, au temps de Méline, les catholiques sociaux, à une époque plus récente, tout en conservant des nuances quant à la façon d'agir, se rallier successivement à l'idée d'une république gouvernementale, suffisamment sociale. Ce centre pourrait être le pôle de la grande formation d'esprit politiquement libéral dont nous avons envisagé la constitution.

Au contraire, les socialistes, on le voit très bien à l'étranger, obéissent à une conception générale différente, qui correspond à des divergences de méthodes. Le socialisme, en général, est étatique ou est obligé d'utiliser des procédés étatiques. Ou, à défaut d'être étatique, il est bureaucrate d'esprit, quelle que soit sa coloration, et même si l'on voit se former aujourd'hui un socialisme d'essence chrétienne et non matérialiste.

Je pense que les autres groupes, inversement, ont en commun de refuser l'étatisme, ce qui ne veut pas dire qu'ils optent pour le libéralisme total. La preuve, c'est que le centre gauche est de gauche par ses origines, et que, par conséquent, on ne peut pas dire qu'il n'adopte pas un certain nombre des thèses radicales-socialistes. C'est que les modérés ont derrière eux des masses très importantes de petits paysans, qui pratiquent par exemple, à longueur de temps, des procédés de type coopératif ; et un monde industriel qui lui-même sera poussé de plus en plus dans cette

voie, étant d'ailleurs volontiers interventionniste, je dirais « colbertiste », dans sa conception de l'État. C'est enfin que le M. R. P. tente à la fois de maintenir la libre entreprise et d'avoir recours aux interventions publiques dans la vie sociale, de manière à corriger les injustices.

Pourquoi serait-il impossible d'envisager la formation d'un rassemblement parlementaire entre ces partis gouvernementaux qui seraient en accord sur la politique étrangère, européenne, africaine, atlantique, et vis-à-vis des grandes réactions de la politique nationale ; qui abriteraient sans doute certaines nuances, représentant diverses tendances ; qui consentiraient à ne pas pratiquer un pur et simple libéralisme ; mais qui constitueraient en somme un *rassemblement démocratique*.

Je crois ; par contre, que, quels que soient les « appétences », les rapprochements, les affinités, les traditions de commune défense républicaine dans le passé, ou même les tendances plus ou moins socialisantes dans le présent, il existe entre le centre gauche de tradition laïque et libérale ou d'origine chrétienne, d'une part, et les socialistes, d'autre part, une coupure profonde. Car les méthodes des uns et des autres diffèrent fondamentalement.

V. GISCARD D'ESTAING. — Je voudrais répondre à Dhers. J'ai été très sensible à son appel, et j'ai quelque scrupule à reprendre la parole maintenant, parce qu'il tendait à donner une conclusion évidemment idéale à nos travaux. Je crois, en effet, qu'il peut se trouver un certain nombre de circonstances, heureuses ou malheureuses, dans lesquelles les rapprochements qu'il a préconisés seront nécessaires et souhaitables.

Mais je pense que, si la politique est une affaire d'intentions, elle est aussi une affaire de mécanismes. Nous devons nous préoccuper d'instituer des mécanismes qui assurent une certaine continuité d'évolution, une certaine efficacité de gestion, avec une garantie suffisante de succès et de durée. Or, si je suis partisan de l'existence de deux grandes formations politiques, c'est parce que je crois qu'elle constitue, à l'époque actuelle, le mécanisme d'efficacité politique optimum.

J'ajoute un argument qui me paraît le plus fort de tous : c'est que nous entrons dans une ère nouvelle de politique européenne, de construction politique européenne. Nous n'allons pas pouvoir garder, dans ces conditions, une structure politique complètement différente de celle des autres pays. L'opinion française, elle-même, tend spontanément à ce reclassement, mais y parvient difficilement, parce que les formations politiques existantes contre-carront le mouvement.

Je n'imagine pas d'ailleurs que les deux grandes formations politiques alternatives, que je souhaite, puissent se constituer par le maintien des deux formations actuellement les plus nombreuses, c'est-à-dire la S. F. I. O. et les indépendants, et par la disparition pure et simple des autres. J'imagine au contraire qu'à l'occasion d'une réforme, d'un grand débat dans l'opinion ou de la prise de conscience d'une situation nouvelle, un certain reclassement politique pourrait se faire, derrière des chefs, des étiquettes qui ne sont pas celles que nous connaissons, en donnant naissance à deux tendances, d'ailleurs modérées, mais alternatives.

A. RAILLIET. — De fait, en France, l'opposition droite-gauche est chargée d'une idéologie assez particulière et, il faut le dire, correspond plus au passé qu'à l'avenir, ou à des positions métaphysiques qu'à des positions pratiques. Or les différents modèles de régimes démocratiques actuellement devant nos yeux nous montrent que les origines des « dialectiques » qui les animent sont souvent, sous des dehors semblables en apparence, totalement différentes en réalité. Que nous enseigne, en effet, cette géographie politique que Giscard d'Estaing vient très justement d'évoquer ?

Les deux partis, dans le système anglais, correspondent à un centre gauche et à un centre droit : un centre gauche, le parti travailliste actuel, qui est une substitution historique, un glisse-



ment du parti libéral, lequel subsiste encore à titre de souvenir ; et un centre droit, le parti conservateur, qui était à l'origine le parti tory, c'est-à-dire le parti de la prééminence de l'exécutif. Souvenir de guerre civile apaisée et transformée en l'acceptation, de part et d'autre, du régime parlementaire, à une époque où l'exécutif monarchique a, en somme, abdiqué son rôle en faveur du gouvernement d'origine parlementaire. De plus une histoire politique, qui s'est doublée d'une histoire religieuse, comme nous n'en avons absolument pas connue en France, a éliminé outre-Manche les ferments catholiques et puritains qui auraient pu engendrer des extrêmes.

Mais aux États-Unis, s'il y a deux partis, c'est parce que l'un, le parti républicain, a représenté pendant très longtemps la volonté des États de ne pas être absorbés par la fédération, et qu'en face il y avait un parti fédéraliste, qui avait au contraire une volonté d'unité. Ce parti a disparu, l'unité une fois faite ; et l'arrivée dans le pays de nouvelles couches d'immigrants lui a substitué un parti démocrate, que les hasards de la guerre de Sécession ont enrichi de l'apport aristocratique du Sud. Voici donc un phénomène purement américain, qui a pourtant l'apparence d'une structure de type anglais.

Si vous passez en Allemagne, vous trouvez une droite démocrate chrétienne, sur un fond clérical solidement établi, devenue régionaliste sous Bismarck en réaction contre le centralisme du Kulturkampf, et un parti socialiste qui est la seule survivance de tous les avatars des partis de gauche allemands, en particulier après l'élimination réciproque du nazisme et du communisme.

Si vous allez en Italie, vous trouvez une gauche coupée en trois, ce qui lui rend l'accès au pouvoir impossible.

En Belgique, la droite est issue des milieux catholiques à base flamande et des régions rurales limitrophes du Luxembourg : sa carte est religieuse et ethnique ; le socialisme hérite lui, des traditions libérales wallonnes à la française : c'est un centre gauche dont l'ambiance particulière s'explique par cette filiation.

Alors, je tends à être très relativiste lorsqu'il s'agit d'interpréter le contenu politique et idéologique des tendances que l'on désigne sous les noms de droite et de gauche.

G. AGUESSE. — Dans la situation française, je crains fort qu'une tentative visant à la cristallisation de l'opinion autour de positions brutalement tranchées n'ait pour premier résultat l'exaspération d'antagonismes paralysants. Nous nous serions ainsi, non point rapprochés, mais éloignés des systèmes anglo-saxons avec leurs deux partis modérés...

### Le système britannique est-il exportable ?

A. RAILLIET. — La simplification de notre système de partis ne signifierait pas nécessairement une évolution vers le modèle britannique.

Ce qui est vrai, c'est que, sauf en Belgique, les grands pays d'Europe continentale, qui ont évolué vers un régime à deux partis, sont caractérisés par l'existence d'une formation politique dominante — la démocratie chrétienne — qui, après s'être emparée du pouvoir, l'a gardé totalement, niant en fait la dialectique à deux partis.

Ou plutôt, la dialectique, elle l'a transportée en elle-même. Ainsi, la démocratie chrétienne, en Italie, est-elle intimement dialectique, correspondant, à elle seule, simultanément au M. R. P. français, à une large partie de ce que nous appelons les modérés ; ainsi, en Allemagne, avec la participation des protestants, englobe-t-elle même une fraction des groupes analogues au centre gauche français.

Alors, je me demande si, en réalité, un peu partout, et notamment sur le continent, on ne doit pas arriver à cette conclusion que, pour mon compte personnel, j'ai tirée depuis longtemps : le

système britannique (je mets le système américain à part : c'est un problème de gouvernement fédéral) est un cas contingent dont nous avons fait un type universel, une catégorie logique, et que nous avons projeté, comme une sorte d'idée platonicienne, sur des réalités totalement différentes. Et nous nous étonnons après que cela ne marche pas ! En France, les institutions parlementaires nous paraissent aller très mal parce que nous n'arrivons pas du tout à faire fonctionner le système ; mais, au fond, dans les pays voisins, le système ne marche pas davantage parce qu'on n'en a que les apparences.

V. GISCARD D'ESTAING. — Si l'on devait tendre vers un régime à deux partis, il faudrait y apporter deux correctifs. Tout d'abord, un correctif sur le plan de la tolérance : il existe, en effet, un

### GEORGES AGUESSE

sénateur républicain  
populaire.

**Il croit qu'une démocratie efficace suppose des partis qui sachent dialoguer sans se détruire, autour d'un centre qui soit une synthèse constructive et non le résultat d'une usure ou d'une ambiguïté.**

extraordinaire préjugé à l'heure actuelle en France : on n'attache d'importance qu'à la pensée politique du groupe auquel on appartient ; mais une pensée politique ne peut être juste que si l'on tient compte des intentions de la pensée politique adverse.

D'autre part, dans l'intérêt général, ne pourrait-on pas limiter les oppositions à certains problèmes, les problèmes économiques, par exemple, en en mettant d'autres hors de compétition, tels que les problèmes de politique extérieure ?

G. AGUESSE. — Je crois que nous sommes d'accord pour reconnaître les inconvénients graves d'une situation politique dont le trait le plus frappant, aux yeux de nos compatriotes comme à ceux des étrangers, est la confusion et l'obscurité. Entre les socialistes et les modérés, qui s'affrontent dans l'exercice en commun du pouvoir, les partis du centre, embarqués avec eux dans le gouvernement, ne sont pas arbitres mais raccommodeurs de porcelaine ; rôle le moins dynamique qui soit. Aucun d'entre nous ne saurait évidemment se satisfaire d'un tel état de choses, ni pourtant oublier qu'il n'existe, en fait, que par la contrainte des chiffres, c'est-à-dire sous la pression des extrêmes.

Quel que soit notre désir de remédier à pareille situation et de démêler les confusions présentes, quels que soient les choix que nous puissions être amenés à faire les uns et les autres dans le cas d'une clarification et d'un reclassement des coalitions ou tendances, il s'agira, en définitive, si nous voulons sauver le régime et le pays, de faire en sorte que les formations demeurant en présence soient capables de dialoguer sans se détruire, et de se succéder au pouvoir sans ébranler les institutions. Mais, dans cette perspective et ces limites, des succès de « droite » ou de « gauche » ne seraient-ils pas encore des victoires de « centre » ?

# Saganieniens et

L'article d'Henri Bourbon : « Françoise Sagan, témoin de notre temps ? » paru dans notre précédent numéro, provoqué une nombreuse correspondance dont nous publions quelques extraits significatifs. Le ton de certaines réactions

« Vous en qui je saluo une nouvelle aurore. »  
BANVILLE.

## UNE DÉMYSTIFICATION DE L'AMOUR.

Notre ami Bourbon n'apprécie pas le succès de Françoise Sagan. « La méconnaissance des vraies valeurs est de toutes les époques », gémit-il. Du point de vue littéraire, le talent de cette jeune fille ne fait pas le poids ; du point de vue moral, cet « écrivain vedette » est le scandale personifié. Comme il craint d'être taxé de moralisme, Henri Bourbon n'accable pas Françoise Sagan au nom d'une éthique, mais tout bonnement au nom de « la vie passionnante et tragique, douce et amère, de la vie qui meurtrit et enrichit ». Cet étonnant distinguo renvoie, je présume, au bon sens des honnêtes gens. Chacun sait qu'un « vrai » jeune est fougueux, ambitieux, plein d'illusions généreuses, et, lorsque les réalités brisent ses rêves de conquête, on s'accorde généralement pour trouver belles ses colères juvéniles, attendrissante sa prostration douloureuse. Cette jeunesse rafraîchissante, mais d'un autre âge, croit encore à l'Absolu. Celle de Sagan n'y croit plus. Ni optimiste, ni pessimiste, elle ne s'exalte guère devant les mots à majuscules.

Ses désillusions ne lui paraissent pas tragiques, ses élans magnifiants. Nul romantisme complaisant ne l'agite. Cela vaut mieux que de faire semblant de croire en la mission de notre bourgeois, hypocrisie dans laquelle nos papas, ces « hommes de bonne volonté », se sont vautrés. Doux chrétiens, tendres humanistes, tous se grisaient de vocables magiques, assis sur leur lassivité.

Françoise Sagan est une petite bourgeoise lucide, consciente de ses limites, mais qui ignore avec naissance la « vraie » jeunesse, la « vraie » vieillesse, la « vraie » France, la « vraie » bourgeoisie. Elle ne connaît que son monde, mais elle le connaît bien. C'est un monde où l'on s'ennuie un peu parce que beaucoup s'y amusent sans trop y croire. Sagan en témoigne. Pourquoi le lui reprocher ? Elle ignore les grands problèmes de ce temps. Et alors ? Voudrait-on qu'elle soit leader C. F. T. C., militante M. R. P., qu'elle parle de ce qu'elle ne peut que méconnaître ? Elle laisse ça à d'autres. Je l'en remercie plutôt.

Bourbon semble ignorer que Sagan outrage les bien pensants et qu'à l'instar de Satan, ce scandale absolu, elle les fascine ou les effraie.

C'est du haut de sa sérénité intérieure que l'« honnête homme », satisfait de lui-même et mécontent des autres, juge cette fausse note, ce ver dans le fruit, ce néant fracassant au sein de la massivité bien pensante : le saganisme.

La peinture sacrilège d'une certaine bourgeoisie qui a perdu son « Sérieux » ne saurait rendre compte entièrement de l'ampleur des réactions soulevées ; la manière révolution-

naire dont la petite Françoise présente les relations entre les deux sexes accentue la virulence de son succès. Les suffragettes font sourire et les féministes bâiller. Les romans de Simone de Beauvoir n'étonnent plus. Les *Mandarins*, après un baroud d'honneur, s'est lu comme un *Concours*. Pourtant le saganisme fait rougir les mères et pâlir les patriarches.

La raison ? Sagan n'est pas une intellectuelle ! Elle décrit ce qu'elle sent. Pour elle, l'émancipation féminine n'existe pas : elle est faite et ne pose plus de question. Tant que les femmes s'agitent pour réclamer l'égalité, tout va bien ; le boulet est toujours à leurs pieds. Mais les héroïnes de *Bonjour Tristesse* et d'*Un certain sourire* sont des êtres libres. Même pas libérés, libres. Les entraves se sont envolées et n'ont laissé aucun souvenir. Ces romans d'amour sont une démystification de l'amour. Celui-ci devient enfin l'accord de deux libertés qui se reconnaissent, qui tout naturellement ne tentent pas de s'aliéner mutuellement.

Les héroïnes de Sagan ne se perdent pas dans les mots. Elles sont femmes sans pour autant s'ériger en antithèses de l'homme. Le sacrosaint « éternel féminin » a fini d'agoniser, une nouvelle féminité est née. Et, Dieu merci, sans complexe d'infériorité ou de supériorité.

P. Levallois, dessinateur.

## UN CERTAIN GOUT DU PLAISIR ET DU BONHEUR...

Mon cher Bourbon, j'ai relevé tout au long de votre article sur Françoise Sagan un grave malentendu : vous lui reprochez de ne pas représenter le véritable état d'esprit de la jeunesse actuelle, « la vraie jeunesse, celle qui étudie, peine et travaille, celle qui se dévoue et celle qui s'interroge », et là je ne vous contredirai point ; il n'est besoin que de lire les résultats de l'enquête sur la jeunesse effectuée par l'I. F. O. P. pour se rendre compte que l'ensemble de la jeunesse actuelle est terriblement pantouflarde, conformiste et bourgeoise ; elle n'est pas formée « d'intellectuels futiles et de snobs fatigués qui s'affirment affranchis, libres, lucides », mais elle n'est pas davantage conduite par cette « vie passionnante et tragique, douce et amère, la vie qui meurtrit et enrichit » que vous semblez appeler de vos vœux. Françoise Sagan n'a jamais prétendu peindre l'ensemble de la jeunesse moderne, de même que Gide n'a jamais assimilé le jeune Français moyen de 1925 à Lafcadio et que Proust n'identifiait pas la société française et la société du Baron Charlus.

Ce que vous reprochez à Françoise Sagan,

c'est essentiellement de ne s'occuper, dans ses livres, que de l'amour, et de le rabaisser à « l'échange de deux fantaisies » et au « contact de deux épidermes » ; n'a-t-elle pas cependant mis en exergue d'*Un certain sourire* cette belle phrase de Roger Vailland : « L'amour, c'est ce qui se passe entre deux personnes qui s'aiment », et n'a-t-elle pas répondu à une enquête récente que la fidélité était « nécessaire et difficile » ? Pas tellement affranchie, Françoise Sagan, n'est-ce pas ? Il est vrai que l'unique sujet de ses romans reste l'amour, mais, lorsqu'une femme écrit, parle-t-elle souvent (et bien) d'autres choses ? L'amour n'est pas, chez Sagan, ce sentiment supérieur qui anime les Paul et Virginie ; c'est un goût du plaisir et du bonheur... « Je me sentais envahie d'un bonheur, d'une insouciance parfaite », écrit-elle, et voilà qui est significatif.

Ce n'est naturellement pas en parlant des amours faciles et rapides que Sagan a conquis un million de lecteurs et surtout les suffrages de François Mauriac, d'Émile Henriot et d'Étienne Borne ; ce qui fait le prix de ses livres, c'est le charme qui s'en dégage, c'est le ton qu'elle adopte, une certaine lucidité, une certaine démystification du langage. Et, puisque vous êtes résolument anti-Sagan, vous dénommerez tout ceci « cynisme ».

A quoi bon vous démontrer que l'auteur de *Bonjour Tristesse* a du talent ; vous le savez aussi bien que moi, mais il suffit de lire les articles que vous avez consacrés à Albert Camus, à Paul Éluard et à Gilbert Dru pour comprendre que l'univers saganiste vous est définitivement fermé ; aux héros de Françoise Sagan manque « cette aventure intérieure » qui est, pour vous, le pivot de toute vie ; vous ne pouvez comprendre un écrivain qui déclare : « Je crois que les idéaux s'imposent avec les circonstances. »

Claude Samuel.

## SILENCE AU SCANDALE !

Beaucoup d'encre — trop d'encre — a déjà coulé sur Françoise Sagan. Comme si les Français de nos jours ne savaient plus que faire ni qu'écrire et que penser. Si certains de nos compatriotes ont l'imagination tarie, invitons-les à regarder les faits : l'Algérie, l'Eurafrique, la jeunesse qui monte, le logement, la recherche scientifique et bien d'autres. Vous verrez qu'il ne restera plus beaucoup de temps pour les « saganeries » de ces gens dont la société a fait des ratés. Les livres de M<sup>lle</sup> Sagan ne font pas partie de la littérature qui mérite réflexion.

Les universitaires, par exemple, ne s'y sont pas

# Anti-Saganiens

rouve que le « cas Sagan » ne se situe pas seulement sur le plan littéraire. L'œuvre de Sagan est un des visages de la société contemporaine, un des aspects de la sensibilité moderne. Les discussions, l'engouement et l'hostilité qu'elle suscite l'attestent.

trompés, comme nous le montre l'enquête effectuée par *Noir et Blanc* dans ce milieu. Les étudiants (pas ceux du « Dupont-Latin », qui n'ont trop souvent d'étudiant que le nom) jugent la littérature de Françoise Sagan tout juste bonne pour personnes d'âge mûr ! Façon élégante, estudiantine de parler de sénilité précoce.

Mais certains, pour qui la réussite prime tout, découvrent tout à coup en cette nouvelle vedette un excellent porte-parole de notre jeunesse.

De pareilles prétentions ne peuvent qu'émaner de gens parfaitement ignorants des aspirations et des inquiétudes des jeunes d'aujourd'hui. La « nouvelle vague » n'est pas la reproduction de Françoise Sagan à des millions d'exemplaires.

Aussi, devons-nous nous élever contre le prétendu symbole de la jeunesse française qu'est censée représenter Françoise Sagan à l'étranger. Notre génération a heureusement autre chose à offrir au monde et se doit notamment de rectifier le visage déformé et enlaidi qu'on veut lui prêter, car c'est un faux témoignage.

André Baron,  
Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.).

## LE SAGANISME LIBÉRATEUR.

Je viens de lire le *France-Forum* de décembre 1957. Il m'a enthousiasmé. Une seule chose m'a choqué, c'est l'article « Françoise Sagan, témoin de notre temps ? » d'Henri Bourbon. Je reconnais que la forme extrême décrite par Françoise Sagan ne représente qu'une certaine jeunesse assez difficile à dénombrer. Mais ce qu'Henri Bourbon oublie c'est que le saganisme existe sous une forme plus ou moins atténuée dans la grande majorité de la jeunesse française. Je ne sais pas si vous connaissez le travail que demande l'entrée dans une grande école, mais je vous signale qu'il est énorme. En conséquence je considère que mes camarades et moi faisons partie de la jeunesse « qui peine, étudie et travaille ». De plus le choix du métier d'ingénieur comporte une certaine part d'idéal et de recherche des difficultés. Eh bien, malgré cela, le saganisme est assez développé parmi nous.

Il est assez difficile de vous dire tout ce qui tient du saganisme. Ce qui fait que les livres de Françoise Sagan ont tant de succès parmi la jeunesse française, c'est qu'ils répondent à des aspirations profondes et jusque-là inavouées : après la lecture de ces livres, on a beaucoup moins de timidité pour parler de choses sexuelles.

A. Sencterre, étudiant.

## LE CAS SAGAN RÉDUIT A DE JUSTES PROPORTIONS

J'ai apprécié l'article de M. Henri Bourbon. C'est le reflet exact de ma pensée, et je suis convaincue que c'est également le reflet de la pensée de bien des jeunes de mon âge.

Qui est Françoise Sagan ? Un attrayant écrivain dont le style pur et clair est fort agréable. Mais qu'est-ce que son œuvre ? Trois romans d'inégale valeur : *Bonjour Tristesse*, un sujet intéressant et bien traité. Dans *Un certain sourire*, le style se relâche, l'intrigue est assez quelconque. Quant au troisième : *Dans un mois, dans un an*, 160 pages de couchedes et de projets de couchedes sans intérêt. Valeur et longueur décroissent peu à peu.

Mais, alors, pourquoi Françoise Sagan a-t-elle tant de succès ? Depuis Radiguet, il n'y avait pas eu de « génies précoces », et c'est par curiosité que l'on a lu *Bonjour Tristesse*. Il a scandalisé les uns, enchanté les autres, mais, dans l'ensemble, il a plu, et, dès la parution d'*Un certain sourire*, chacun s'est précipité afin de voir si le talent de la jeune romancière se confirmait.

La lecture de ces romans fait passer un moment charmant, mais, une fois le livre refermé, que reste-t-il ? Peu de chose, car les personnages manquent de consistance, leurs caractères ne sont pas définis, leurs silhouettes à peine ébauchées.

Certes, il y a des jeunes qui, hélas ! mènent la vie des héros de Françoise Sagan, mais ils sont peu nombreux ; car ceux qui travaillent et luttent chaque jour sont légion. Et cela il est bon de le dire afin de réhabiliter la jeunesse actuelle dans l'esprit de tous ceux qui la critiquent et l'accablent, ne voyant qu'un type limité de jeunes : les « saganistes ».

Monique Soulier, secrétaire.

## ABUSIVES IDENTIFICATIONS.

On identifie souvent un auteur et son époque. On l'a fait dans d'autres circonstances et on a abusivement étendu ce parallèle à Françoise Sagan « témoin de notre temps. »

La réalité ne se contente pas de ces simplifications et les jeunes ne sont pas du tout satisfaits de cette identification : Sagan dépeint le milieu qui est le sien, la jeunesse dorée, mais rien de plus. « France-Forum » a eu raison de le souligner.

Il est difficile de croire que la jeunesse d'aujourd'hui baigne dans un désœuvrement amoral tel que nous le représentent les personnages et la vie de l'auteur.

Le jeune agriculteur, l'ouvrier, l'étudiant,

« La critique doit être partielle et passionnée. »  
BAUDELAIRE.

dans la mesure où ils connaissent l'œuvre de Sagan, ressentent tous un même sentiment : le dégoût. Est-ce dû à la catégorie sociale frelatée qu'elle décrit ? Qu'elle se renouvelle alors !

Que nous importe si une classe de parasites et d'oisifs blasés se reconnaît en elle. Chaque siècle a connu son « mal »...

Le désœuvrement, l'accident à 150 à l'heure, le pied nu sur l'accélérateur pour qu'il colle mieux, l'exploitation publicitaire de ses livres, écœurent la jeunesse qui constate : « sans idéal, sans foi, sans loi, Françoise Sagan ne nous intéresse pas ».

A. Gureghian, étudiante.

## UN LECTEUR FAIT DU MAUVAIS ESPRIT...

Louée par les académiciens et les critiques bien pensants, admirée de la bourgeoisie progressiste, lue sur les plages, dans les trains, dans le métro, illuminée par les projecteurs de l'actualité, jouée à l'opéra de Monte-Carlo et au théâtre des Champs-Élysées, M<sup>lle</sup> Sagan est engagée dans la voie triomphale qui mène à la Légion d'honneur et à l'Académie Goncourt (en attendant que l'Académie française ouvre ses portes aux femmes).

L'auteur de *Dans un mois, dans un an...* est tout désigné pour occuper le poste de ministre de la Jeunesse et des Arts dans un cabinet Mendès-France...

C. Bombour, l'Anti-Sagan de service.

## LE SAGANISME EST UN CONFORMISME SNOB.

Il était temps de réagir contre le culte saganien. Personnellement, j'adore le jazz, j'aime passer une nuit à danser, je ne déteste pas le whisky, mais je ne me sens rien de commun avec les personnages snobs et déliquescents des romans de M<sup>lle</sup> Sagan. Les fantoches désabusés, rapidement décrits par Françoise Sagan, expriment une désolation résignée qui est une lâche abdication devant la vie. Je ne pense pas que pour échapper à la tristesse, « le seul remède à la portée soit une bouteille dans un frigidaire et deux verres », surtout pas quand on a vingt ans ! De toute façon, les choses ne sont pas si simples...

Quelques-uns des thèmes angoissés de la littérature contemporaine apparaissent chez Sagan, mais ils se situent au niveau des papotages mondains.

Nicole Cimet, étudiante.

Cinéma

● « UNE PARISIENNE », OUBRIGITTE BARDOT ?

On perd bien son temps à se demander si Brigitte Bardot, en tant qu'actrice, a du talent. En réalité, Brigitte Bardot n'a

Allégret, se voit avec un plaisir qui n'a rien de bas, très proche de celui que l'on prend aux images du *Monde du Silence* ou de *Désert vivant*. La raison est simple : B. B. n'est pas une femme, ou du moins nous ne la prenons pas pour

debout et que le metteur en scène s'appelle Vadim, on a droit à Brigitte Bardot plus un film intéressant.

Malheureusement, il manque à *Une Parisienne* un scénario digne de ce nom et une mise en scène un peu sérieuse pour amener sur nos lèvres autre chose qu'un sourire trop souvent indulgent.

PIERRE MARINUS.

Expositions

● LA SCULPTURE ROMANE AU MUSÉE DU LOUVRE

*Le baroque et le classique dialoguaient-ils dès le XI<sup>e</sup> siècle ?*

La presse accueille avec faveur l'exposition de la sculpture romane au Musée du Louvre. On ne saurait trop louer, en effet, le soin des organisateurs à rassembler autour de quelques pièces célèbres comme l'Ève d'Autun ou les Chapiteaux de Cluny, des chefs-d'œuvre d'ordinaire terrés dans l'obscurité de musées sans gloire.

Malraux, à propos de cette exposition, parlerait sans doute du Musée Imaginaire. Ces morceaux arbitrairement réunis et surtout détachés de leur contexte architectural nous présentent, en effet, l'art roman sous un jour presque nouveau. On parle beaucoup de la sobriété et de l'austérité de l'art roman. Les merveilleux cahiers du *Zodiaque* que publient les moines de « La Pierre-qui-Vire » contribuent à une interprétation qui est peut-être un contresens. La pensée celte, dionysiaque, ne s'est pas éteinte brusquement et la *furia* qui éclaire les visages grecs au revers des monnaies gauloises se survit dans la sculpture des X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. D'ailleurs, ces voûtes, dont on nous loue l'austérité, reportant sur cet art ancien les déformations dues à nos trois siècles de jansénisme, n'étaient-elles pas baroques de couleurs vives ? Des entrelacs, des roues solariées, des attributs symboliques ou simplement les magies de l'abstrait ne jouaient-ils pas au long de ces cintres ?

Influencée d'art persan repris aux manuscrits, eux-mêmes inspirés par les tissus et les tapis, la sculpture romane apparaît au Louvre marquée d'un souffle baroque. L'arabesque savante de l'Ève d'Autun prélude à travers les siècles aux volutes frémissantes de la Sainte Thérèse

Les « Ève » se suivent...

Brigitte Bardot

jamais encore été actrice : peut-être en sera-t-elle une dans *La Femme et le Pantin*, que Duvivier doit tourner en mars ; dans tous ses films jusqu'à *Une Parisienne* inclusivement, elle a été d'abord et avant tout Brigitte Bardot. Cela lui suffit comme cela suffit aux spectateurs (dont nous sommes) qui, deux fois par an, prennent plaisir à regarder ses jolies moues d'enfant gâtée.

Les films de Brigitte Bardot, disent les liges de vertu, parfaitement d'accord en cela avec les producteurs, ne sont qu'un prétexte à étalage de chair fraîche. Nous nous inscrivons en faux contre cette double erreur, si doublement intéressée. Sans prétendre que ce genre de cinéma soit « édifiant », nous tenons que *Cette sacrée gamine*, de Boisrond, *La mariée est trop belle*, de Gaspard-Huit, et même *En effeuillant la marguerite*, de Marc

telle, elle nous apparaît comme l'un des animaux de luxe de notre petit paradis terrestre matérialiste, et nous la regardons avec la même sensualité sans érotisme que Jojo, le célèbre mériau du commandant Cousteau, ou les couguars de Walt Disney. Pour étayer notre thèse, nous renvoyons nos lecteurs à l'évocation des stars infiniment plus érotisantes que sont diversement Françoise Arnoul, Martine Carol, Ava Gardner et Lolobrigida jusque dans ses films pour salles de patronage.

Cela n'empêche pas bien sûr que les producteurs, dont le goût n'est pas souvent des meilleurs, insistent lourdement par les dialogues, les situations, le jeu de ses partenaires masculins, pour faire de B. B. un objet de rêve sexuel. Leur échec final invariable nous sera toujours une heureuse surprise. Dans les bons cas, c'est-à-dire lorsque le scénario tient

- « Une Parisienne », Brigitte Bardot dans un film de Michel Boisrond.
- Une exposition de sculpture romane au Musée du Louvre.
- Premier enregistrement de « L'Ange de Feu » de Serge Prokofiev.

du Bernin. Aux chapiteaux de Toulouse tout est caprice de courbes, comme dans les grilles de Sens. En vain voulons-nous transposer dans le roman notre « ascétisme ». Cet art est trop chrétien pour ne pas exprimer d'abord la joie. Et, tout au long des cimaises du Louvre, la joie rayonne.

GEORGES LE BRUN KERIS.

par de beaux enregistrements des grandes partitions de Prokofiev.

Parmi les réalisations récentes, signalons tout d'abord la résurrection d'un opéra : *L'Ange de Feu* (1), que l'on peut considérer comme un des sommets du théâtre lyrique contemporain. L'enregistrement vient d'être primé par l'Académie du disque français. Également

Enfin deux éditeurs nous présentent simultanément la *Sonate pour flûte et piano* composée par Prokofiev en 1942, c'est-à-dire dix ans après son retour définitif en Russie; elle a été transcrite par le compositeur et à la demande de David Oistrakh pour violon et piano, et nous connaissons bien cette adaptation. C'est avec le plus grand plaisir que nous écoutons la version primitive d'autant plus que les deux enregistrements proposés sont excellents; le premier (1) réunit les noms de Fernand Marseau et d'Alain Benheim (ce dernier a gravé sur la seconde face une version discutable de la *Troisième Sonate pour piano* de Prokofiev); la seconde réalisation (3) est signée Rampal et Veyron-Lacroix, et associe trois sonates pour flûte et piano (Prokofiev, Martinu et Hindemith); c'est un disque admirable!

CLAUDE SAMUEL.

(1) Vega. (2) *La Voix de son Maître*. (3) Erato.

● NOTRE SÉLECTION :

Une soirée de lieder avec Irmgard Seefried. D. G., LPEM 19050.  
 DARIUS MILHAUD : 1<sup>re</sup> Symphonie (dir. Milhaud). Phil., L 01256 L.  
 RAVEL : Œuvres violon-piano (Francescatti-Balsam). Phil., L 01261 L.  
 Musique française pour piano (F. Gobet). Vega, C 30 A 38.  
 ALBENIZ : Ibéria (Y. Loriod). Vega, C 30 A 128.  
 VIVALDI : Cinq concertos (K. Redel). Erato, LDE 3057.  
 JANEQUIN : Neuf Chansons (Ph. Caillard). Erato, EFM 42041.  
 MONTHÉRLANT : Port-Royal (Comédiens français). Pathé, DTX 236/8.

*Ève, bas-relief de la cathédrale d'Autun*

... et ne se ressemblent pas.

**Disques**

● SERGE PROKOFIEV DÉCOUVERT PAR LE DISQUE

Serge Prokofiev est mort depuis un peu moins de cinq ans, et nous commençons à découvrir, lentement, l'ensemble de son œuvre; elle est considérable puisqu'elle compte 138 opus qui se répartissent dans les genres les plus divers. depuis la *Sonate pour violoncelle* jusqu'à l'*Ode à Staline*. L'auditeur moyen ne connaît guère que la *Symphonie classique*, *Pierre et le loup*, la *Marche de L'Amour des trois oranges* et peut-être le *Troisième Concerto pour piano et orchestre*; ce même auditeur moyen est maintenant inexcusable, car si le concert ignore toujours Serge Prokofiev, les éditeurs de disques ont fait de réels efforts qui se sont marqués

primée, citons une nouvelle version de la *Symphonie classique*, dirigée par Pierre Dervaux et insérée dans une vaste anthologie de la musique russe (2) dont les qualités techniques sont sensationnelles. Le premier enregistrement de la *Deuxième Symphonie* vient d'être remarquablement réalisé par Charles Bruck (2).

Prokofiev a composé cinq concertos pour piano; le troisième est le seul véritablement populaire et tous les pianistes l'inscrivent maintenant à leur répertoire; en deviendra-t-il de même du deuxième, qui nous est offert aujourd'hui pour la première fois en France grâce à l'excellent pianiste Shura Cherkasski (2). La difficulté diabolique de la partie de piano est bien connue, mais Cherkasski témoigne d'une virtuosité étonnante alliée à une parfaite compréhension de la partition.

Serge Prokofiev

Musicien russe ou soviétique?

- **CES PRINCES QUI NOUS GOUVERNENT**, de Michel Debré <sup>(1)</sup>
- **LA FRANCE DÉCHIRÉE**, de Jacques Fauvet <sup>(2)</sup>
- **LA FRANCE IRRÉELLE**, d'Emmanuel Berl <sup>(3)</sup>

Si le cours de la vie politique laisse à désirer, la littérature politique va bon train; et si, par quelque coup du destin, notre pays disparaissait, les témoignages ne manqueraient pas aux historiens de l'avenir pour les aider à reconstituer le processus de la catastrophe. Il semble même y avoir une relation de cause à effet entre les vicissitudes politiques et l'abondance de cette littérature d'essais: les peuples heureux n'ont pas d'histoire, les régimes prospères non plus. Leurs nations s'interrogent rarement sur les raisons de leurs succès: les échecs les troublent et les font rentrer en elles-mêmes. Ces ouvrages qui fleurissent si nombreux depuis quelques mois tirent tous leur principe et leur raison d'être des déconvenues récemment subies par la France. Tous tentent de mettre un nom sur son mal, d'apprécier son degré de gravité, de suggérer des remèdes.

Le hasard de circonstances fortuites a déposé côte à côte sur mon bureau trois de ces ouvrages qui ont paru dans les derniers mois de 1957: *Ces princes qui nous gouvernent* de Michel Debré, *La France déchirée* de Jacques Fauvet, *La France irréaliste* d'Emmanuel Berl. Considérons-les d'une vue globale. Il y aurait de l'arbitraire à rapprocher, par un caprice de l'esprit, ces trois ouvrages, s'ils n'avaient pas plus de rapport entre eux que trois astres détachés de constellations différentes. Mais précisément ces trois écrits gravitent autour du même système solaire, je veux dire notre système politique: dans les trois, c'est la

politique française qui est le sujet et l'accusé.

Assurément les trois ouvrages ne se ressemblent point: celui de Michel Debré est un pamphlet, les deux autres des essais. Le propos n'est pas le même: le sénateur Debré espère dans son désespoir provoquer un sursaut salutaire. Jacques Fauvet vise à comprendre et à expliquer. Emmanuel Berl exhale son désappointement et un fond de misanthropie. Chacun y apporte son tempérament et son expérience propre de parlementaire, de journaliste ou de moraliste. La méthode et le ton diffèrent aussi sensiblement. Michel Debré déroule la logique passionnée d'un système, avec la rigueur implacable d'un procureur qui requiert contre une poignée de princes. D'une autre génération Emmanuel Berl pratique un essayisme d'humeur où se mêlent les impressions personnelles d'un vieillard qui vitupère son temps et les considérations d'un philosophe de l'histoire. Moins subjectif que Berl, moins passionné que Debré, Jacques Fauvet procède avec une méthode plus scientifique: son étude est celle qui intègre le plus grand nombre d'éléments; elle mériterait de prendre place, à côté du petit volume de François Goguel sur le régime politique français, dans la bibliothèque du citoyen désireux de connaître et de comprendre.

Avec toutes ces différences, les ressemblances ne sont que plus saisissantes. Ici comme là, le même souci de l'avenir de la France, le même amour fervent pour un peuple étrange et attachant, une

égale conviction que la France représente plus qu'elle-même: Debré parle de « la Nation irremplaçable »; même le plus sévère des trois, Emmanuel Berl, qui a peu d'indulgence pour nos défauts politiques, se laisse aller à rêver pour la France d'un avenir où elle saurait inventer la réponse que pose et attend notre civilisation. Berl et Fauvet attachent plus d'attention que Debré à la psychologie politique de notre peuple, mais tous tombent d'accord sur ses traits les plus caractéristiques: individualisme, conservatisme, intellectualisme; le dernier surtout qui est cause de cette schizophrénie que dénonce l'essai de Berl et dont une autre conséquence est l'abus, dans notre vie politique, des considérations idéologiques. Ce phénomène met en question un des problèmes les plus graves de la philosophie politique: quelle place convient-il de faire à la réflexion idéologique dans la détermination d'une politique? Une longue tradition nous incline à tenir cette originalité pour l'honneur de la vie politique française. Mais si cette dignité doit avoir pour rançon l'impuissance du pouvoir et la division de l'opinion?

Sur l'origine de ces divisions, M. Debré apporte une explication qui ne convainc point entièrement: la responsabilité en incomberait toute aux princes qui les entretiendraient artificiellement. « Nos princes sont des diviseurs. » Autrement satisfaisante est l'analyse de Jacques Fauvet qui met en lumière l'ancienneté, la profondeur et la multiplicité de ces divisions. « La politique française souffre

de l'erreur qui n'attribue qu'à elle des caractères qui sont ceux du tempérament national. » Cette explication, si elle disculpe le personnel politique, ne présente-t-elle pas le mal comme plus irrémédiable ? Et pourtant l'essai de Jacques Fauvet est le seul des trois qui s'achève sur une note d'espérance. Comment se concilient ces deux traits ? C'est que Jacques Fauvet est le seul à distinguer des échéances, à faire le départ entre le court terme et le long terme. Le sens de l'histoire n'est certes absent ni du pamphlet du sénateur Debré, ni de l'essai d'Emmanuel Berl, mais il s'exerce presque exclusivement en direction du passé : l'avenir se dispose sans relief. L'optimisme de Fauvet est un optimisme différé : la guérison française est affaire de génération. La nôtre subit le mal dont la suivante s'affranchira. Fauvet précise même le moment où la vigueur de l'organisme aurait raison des mauvais germes : il est fixé au point de convergence du renouveau démographique, de l'expansion économique et de l'unification européenne. Comme le journaliste du *Monde* l'exprime dans une formule à laquelle on ne souhaite que de devenir fameuse et de se vérifier : « La France a pris rendez-vous avec l'avenir aux alentours de l'année 1970. »

RENÉ RÉMOND.

- (1) *Plon.*  
 (2) *Arthème Fayard.*  
 (3) *Grasset.*

## LE SERPENT ET LA TORTUE (1)

OFFICIELLEMENT invité en Chine Populaire, alors qu'il était encore président du Conseil — et ce fait n'est pas dénué d'intérêt — E. Faure a réalisé ce projet en 1956.

Le voyage nous vaut un petit livre très dense dans lequel l'auteur se révèle brillant essayiste, fin et patient analyste des subtilités chinoises. Bien plus, l'on devine à chaque page le plaisir que le plus agile de nos esprits politiques prend à l'exercice. « A cause de Hong-Kong, l'Angleterre a reconnu la Chine, qui ne reconnaît qu'à moitié l'Angleterre mais à cause de l'Angleterre, ne réclame pas tout à fait Hong-Kong. »

(1) *Julliard.*

Edgar Faure

## Un esprit agile... un peuple subtil.

Cette virtuosité ne détourne pas E. Faure de ses objectifs : répondre à nos curiosités essentielles et formuler des conclusions politiques.

Il satisfait les premières en décrivant avec beaucoup de soin les originalités du communisme chinois sur les plans économique et politique. En dépit du maintien à leurs postes des « managers » de la bourgeoisie urbaine, la marche vers le socialisme est irrésistible. Dans un monde qui, autour de lui, s'est complètement transformé, le capitaliste chinois s'estime heureux, malgré sa fortune diminuée et son traitement amoindri, d'avoir conservé des fonctions et « la tranquillité de l'âme ». Il en vient à détester l'argent « comme le capitaine déteste la mer ». Il constate déjà que ses enfants ne veulent plus d'héritage.

Les derniers vestiges d'économie libérale dans les villes sont représentés par la foule pittoresque et misérable des petits artisans et commerçants qui donnent à la rue chinoise à travers tout l'Extrême-Orient son caractère si particulier. Leur désir unanime est d'entrer le plus tôt possible dans le « système ». Comme dans beaucoup de pays sous-développés, c'est le socialisme qui est paré de toutes les séductions et de tous les prestiges.

Mais que penser alors de l'existence de partis non communistes ? Dans une excellente formule, l'auteur définit ces organisations « des partis communistes à recrutement social différencié ». Ils groupent au total 100 000 adhérents contre 12 à 14 millions au Parti et n'ont pour but que d'accroître l'information et l'influence de ce dernier. « Ce sont des poids qui ne peuvent compter que quand

ils sont placés sur le bon côté de la balance. »

Il en est de même dans le domaine doctrinal et culturel ; le libéralisme que prétendait symboliser le slogan des « cent fleurs » ne doit pas faire illusion : ces fleurs ne peuvent fleurir que « dans le même jardin ». Ces campagnes incessantes qui soufflent alternativement la violence et l'esprit de « libre » examen (Cinq anti, Cent fleurs, « Frappons les tigres », etc.) sont rarement comprises de l'Occidental. L'auteur se livre à une étude attentive de leurs vicissitudes. La raison profonde de ces propagandes orchestrées jusqu'au plus petit échelon du dernier des villages, il la trouve dans cette réponse chinoise : « Notre peuple a dormi trop longtemps... Nous devons donc le replacer à intervalles rapprochés dans une certaine excitation psychologique. » Il s'agit en somme d'une mécanique à entretenir la ferveur.

L'auteur aurait pu rappeler qu'en ses débuts l'U. R. S. S. avait connu les mêmes fièvres au rythme des slogans alternés : « Moins de balalaïkas et plus de locomotives », ou : « Il fait meilleur vivre, camarades. »

Si l'expérience de la plus grande des Républiques Populaires présente quelques aspects originaux, ceux-ci ne portent pas atteinte à l'essentiel. Aucune évolution vers une « troisième voie » entre capitalisme et communisme n'est perceptible. Il serait même excessif de parler d'un « communisme chinois » : tout au plus existe-t-il un « communisme à la chinoise ».

Ces illusions dissipées, s'il en était besoin, l'auteur n'en demeure pas moins

hostile à une politique d'immobilisme à l'égard de la Chine. Il lui semble peu raisonnable d'ignorer, sur le plan diplomatique ou à l'O. N. U., une réalité aussi massive.

Il le serait encore moins de vouloir freiner les progrès économiques de la Chine. L'auteur croit fermement que l'amélioration du niveau de vie en pays communiste renforce inévitablement au sein de ces régimes les tendances conciliatrices, à l'intérieur et à l'extérieur. Se mettre en travers d'une telle évolution, c'est renforcer le « stalinisme » et la tension internationale, réveiller aussi chez les chefs communistes des susceptibilités inquiètes. E. Faure note à cet égard que la personnalité de Mao Tsé-Toung est faite d'un « mélange d'accablément et de confiance ». A quelques nuances près, ne retrouve-t-on pas le même mélange explosif chez ses homologues ?

L'un des conseils donnés par l'ancien président du Conseil français ferait une bonne devise pour ces temps d'inquiétude : « Il faut toujours comprendre, et il faut quand même espérer. »

J. A.

## AINSI VA LA FRANCE (1)

David Schœnbrun

M. D. SCHœNBRUN appartient à cette espèce d'hommes, sympathique et quelque peu irritante, qu'on pourrait appeler « les Américains-amis-de-la-France ». La France, il l'admire, il l'aime. Il n'est pas sans titres pour en parler puisqu'il y habite depuis le débarquement du 13 août 1944, puisqu'il y est depuis douze ans le correspondant du plus grand réseau de télévision américain. Il connaît donc assez bien notre pays, mieux que la plupart de ses compatriotes, mieux que beaucoup d'observateurs étrangers. Et pourtant son livre, dont l'ambition serait d'être une analyse clinique complète sur la « maladie française » — suivie d'une « ordonnance » impérative, — nous laisse sur notre faim. Il dit trop et pas assez. Il est trop élémentaire pour ce qu'il a de nuancé et trop nuancé pour ce qu'il a d'élémentaire. Son « étendue » nuit à sa profondeur. On a parfois l'impression que l'ouvrage est fait de bric et de broc, avec des morceaux d'articles, mis bout à bout, sans souci de logique et de cohérence. On a surtout le sentiment qu'il n'a été livré au public français que pour fournir des arguments « objectifs » et « désintéressés » en faveur de la négociation en Algérie et du repli français

sur l'hexagone régulier. Mais il semble rédigé à l'intention d'un public américain. Il devient alors intéressant et significatif, à la fois de l'auteur et des lecteurs, si on le considère sous cet angle.

Il faut reconnaître à M. Schœnbrun un louable souci d'objectivité : elle le conduit à souligner toute la complexité française, de la façon la plus heureuse. Elle l'amène aussi à se contredire lui-même plus que de raison, au cours des jugements successifs qu'il porte sur les hommes et les partis. L'auteur répliquerait sans doute que la contradiction n'est pas dans son esprit mais dans les faits. Mais les faits,

grandeur n'a pas empêché les initiatives audacieuses en faveur de l'Europe unie. Cette juste vue des choses est digne de remarques chez un homme d'outre-Atlantique, encore qu'elle ne nous apporte rien de nouveau.

M. Schœnbrun montre bien la signification et la portée réelle du phénomène communiste. Les « spasmes du côté droit » lui apparaissent moins graves pour la santé du patient que les « schismes du centre », véritable cause de la paralysie française. Le poids de l'histoire, si lourd, hélas ! dans la vie présente de la nation, a séparé, opposé, les sociaux démocrates et les démocrates chrétiens, dont l'union serait nécessaire. Sa conclusion sur ce point rejoint la nôtre : « La menace des forces antidémocratiques dans le monde et en France est trop grave pour que ces deux grands partis se permettent le luxe de luttes intestines qui appartiennent à un autre siècle. »

Ainsi, l'État, ballotté entre des pressions qui s'annulent, assiégé par les « lobbies », se trouve-t-il en quelque sorte « désarticulé ». Les citoyens en pâtissent, mais n'en souffrent guère tant est forte leur méfiance atavique à l'égard du gouvernement. Mais l'individualisme des Français, qui les rend inciviques, n'altère aucunement leur patriotisme. Ils n'hésitent pas à donner à la nation ce qu'ils refusent à l'État. Encore un héritage du passé : ils en restent au souvenir des luttes contre la monarchie absolue. Une République faible leur paraît être la rançon d'une démocratie véritable. Jusqu'au jour où la faiblesse du pouvoir condamne la démocratie...

David Schœnbrun

### Un docteur Knock ?

inconsciemment, il les sollicite dans un sens, puis dans l'autre, au gré de ses opinions ou des impressions.

Cela dit, l'examen « clinique » et l'examen « interne » du malade sont conduits avec habileté. L'auteur a très bien « vu » le paradoxe d'une France où l'instabilité gouvernementale recouvre une stabilité politique foncière — presque excessive, — où les faiblesses et les tares d'une « bourgeoisie bedonnante » — protectionnisme, retard agricole, déséquilibre régional, etc. — font trop souvent oublier le dynamisme d'une économie et d'une démographie en pleine expansion, où les erreurs de la politique indochinoise et africaine dissimulent la générosité d'un effort sans précédent en faveur des pays sous-développés appartenant à sa « mouvance », le paradoxe enfin d'une diplomatie qui n'a pu choisir entre le premier rang des petites nations et le dernier rang des grandes, mais dont la nostalgie de

Je doute que le remède proposé — une éducation civique, dont l'absence en effet est regrettable, une école où ne régnerait plus, au même degré, l'esprit de compétition — soit à la hauteur de ce mal psychologique, dont les racines sont profondes.

Reste « l'examen externe », qui traite de l'outre-mer et de la politique étrangère. C'est la partie la plus faible du livre, parce que la plus conventionnelle. Passons sur l'Europe, sur l'hommage rendu à Robert Schuman, et plus encore à Jean Monnet, ce « banquier d'idées international... ce brillant ingénieur d'idées doué d'une extraordinaire faculté de synchronisation », grand homme pour lequel M. Schœnbrun professe une admiration enthousiaste et sans réserve. Tout ce qu'il dit sur ce point a déjà été dit, et mieux (par M. François Fontaine par exemple).

Et venons-en au débat le plus épineux : celui de la politique dite « coloniale ». Ici l'analyse s'efface derrière la thèse, la thèse tourne au réquisitoire.

(1) Julliard.



---

Le rêve d'une Union Française, communauté de peuples librement associés sous l'égide d'une même civilisation, d'une même langue, est mort en Indochine, où la lutte entre le tigre et l'éléphant s'est achevée par la victoire du tigre. Les cauchemars d'Afrique du Nord annoncent un tragique réveil : la guerre d'Algérie.

J'attendais l'auteur à ce tournant. Il a l'honnêteté de reconnaître l'originalité du problème algérien, qu'on ne peut ramener à un problème classique de décolonisation, les droits légitimes de l'importante minorité européenne et l'inconsistance politique de la rébellion, ses divisions, son fanatisme, sa violence aveugle, qui font mal augurer de l'avenir d'une Algérie indépendante.

Mais l'auteur paraît lui-même impuissant à suggérer un remède. A la France il conseille un « régime », strict, du « repos » et un « changement d'ère » : la reconversion en somme de notre pays.

Que faut-il conclure ? « Comme un boxeur groggy dont la vue est obscurcie et le corps contusionné, mais qui n'abandonne pas parce qu'un ancien champion doit se battre jusqu'au bout, la France va titubant depuis dix ans dans l'arène mondiale. Si les Français pouvaient se défaire de cette idée romanesque, ils auraient devant eux une vie longue et prospère, sinon la France va peut-être vers une fin tragique où elle verra son corps et son esprit disloqués. » Et plus loin : « La France, l'homme malade de l'Europe, se débat de toute évidence dans la phase la plus redoutée des médecins : cet accès de fièvre qui annonce la dernière crise et laissera le malade mort ou guéri. »

Réconfortant diagnostic, à propos duquel nous n'aurons pas la cruauté d'évoquer le Dr Knock ! M. Schœnbrun, on le sent, opte secrètement pour la guérison, après une « crise de croissance », qui exige un traitement énergique. Il ne peut se défendre de céder lui-même au prestige de « la France éternelle » en citant le poète Whitman :

*Ton étoile, ô France, belle étoile écla-  
[tante...  
Va rayonner de nouveau immortelle.*

Le poète pourrait bien avoir raison contre le réalisme à courte vue du pessimiste. « Cultivez, Français, votre jardin » : voilà le conseil d'ami de Schœnbrun. Mais ce jardin, ouvert sur l'océan, peut-on l'enclôre de murs sans le faire dépérir ?

JACQUES MALLET.

DE « LA PARISIENNE » A « L'ACTION POPULAIRE »

PARCE qu'il refuse le sectarisme, sous-produit du totalitarisme et du fanatisme, Albert Camus a vu, à l'occasion de son prix Nobel, les sectarismes de droite et de gauche s'unir pour lui donner des leçons de morale, de littérature, de courage.

*La Parisienne* a demandé à ses jeunes collaborateurs, écrivains de trente ans, quelques commentaires sur l'auteur de *Noces* et de *La Chute*. Ces textes, qui ont essentiellement une valeur de témoignage, reflètent la diversité des réactions déjà exprimées dans la presse.

Bernard Frank et Bernard Pingaud sont hostiles et attaquent celui que Kleber Haedens a méchamment appelé l'homme à la bonne conscience entre les dents. « On l'a pris pour un penseur, et il n'a que peu d'idées. On s'est extasié sur son style, et le plus souvent il écrit mal », affirme le premier, tandis que le second proclame que la réflexion de Camus ne peut servir actuellement qu'à « fournir à des consciences légères un apaisement pathétique et confortable ».

Georges Ketman et Gabriel Veraldi ont la bienveillance hautaine et l'indulgence dédaigneuse. Pour l'un Camus est « un Kafka destiné aux lecteurs de Colette, un Simenon raté »; pour l'autre, un utilisateur habile de valeurs standard.

Marcel Moussy réplique en moquant avec esprit « les aficionados parisiens de la mise à mort, qui condamnent un peu trop vite les écrivains de race ».

Le romancier algérien Driss Chraïbi félicite l'Académie suédoise d'avoir couronné en Camus deux communautés. « Je me sens, écrit-il, et bien des écrivains nord-africains se sentent solidaires de cette distinction. » Il est certain que cet hommage est un de ceux auxquels Camus a été le plus sensible.

Jean d'Ormesson révèle, par ses réflexions pertinentes et nuancées, une parfaite compréhension de l'œuvre et de l'homme. Il déclare ne pas connaître Camus, mais ceux qui le connaissent souscrivent sans réserve au jugement qu'il porte : « Camus est le contraire d'un cynique. Ce n'est ni une girouette, ni un baladin... Et je suis sûr que les honneurs ne suffiront pas à régler pour lui les problèmes ardues et chers du bonheur et de la difficulté d'être. »

Quant à Michel Zeraffa il se livre à une anticipation téméraire et audacieuse en estimant que « Camus trouvera un jour un vrai public en Union Soviétique ». Gageons qu'une telle supposi-

tion a été peu goûtée par MM. Sartre, Aragon et Kanapa!

Les articles que le numéro de décembre de *La Revue d'Action Populaire* consacre à nos responsabilités outre-mer méritent d'être signalés.

René Rémond envisage l'assistance technique aux pays sous-développés dans la perspective de la doctrine sociale catholique. Cette assistance internationale apportée par les peuples évolués aux populations déshéritées correspond à une obligation morale et se base sur la notion du bien commun dont le champ d'application doit être étendu à l'humanité entière.

Jean Vibert présente sur l'industrialisation de l'Afrique une étude très approfondie. Non sans raison, Jean Vibert considère que la question se pose de façon différente pour l'Algérie, pour l'Afrique Noire et pour le Sahara. Très clairement il expose les données techniques, économiques, sociales du problème, en montre la complexité et esquisse les directions possibles dans lesquelles la France devrait s'engager avec prudence mais avec persévérance. R. Bertrand rappelle que la métropole a fourni en 1956 à ses pays d'outre-mer 230 milliards de subventions et d'avances. Il insiste sur la nécessité d'une réadaptation de l'économie interne des régions intéressées pour assurer la réussite d'une politique de développement et il souligne l'importance des facteurs humains.

Dans *Les Études* de Janvier, Jean Onimus fait un saisissant parallèle entre des personnages de Huysmans, de Duhamel et de Sartre : Folantin, Salavin, Roquentin. Ces héros ont en commun « le mal de vivre ». Ils pataugent dans leur vie et atteignent à l'ennui absolu, car il n'est pas de remède humain à leur mal. Ces épaves sont « notre conscience », dit Jean Onimus. Ils sont en effet une interrogation et une accusation.

H. BOURBON:

L'ALLEMAGNE ET LE MARCHÉ COMMUN

La revue *Documents* a commencé dans son numéro d'octobre la publication d'une série d'articles consacrés aux réactions allemandes devant les perspectives du Marché Commun général. Il nous a paru intéressant d'en résumer ici le premier, compte tenu de la notoriété de son auteur M. Kurt Pritzkolet dont

plusieurs ouvrages ont remarquablement initié le grand public à certains aspects des structures économiques et industrielles allemandes. Cette étude a retenu d'autant plus notre attention que l'accent y est mis sur un certain nombre de problèmes considérés comme essentiels en France, mais que les études ou les articles de presse parus en Allemagne ont souvent passés sous silence. Il n'y est pas fait cependant de référence particulière aux positions de notre pays.

M. Pritzkoleit rappelle tout d'abord que la Communauté Économique Européenne présente nécessairement un caractère politique. Il s'agit bien en effet de créer des relations plus étroites entre un certain nombre de pays, ce qui constitue, en fin de compte, un rapprochement politique, même s'il se fait par la voie de la coordination des économies. Il s'appuie ensuite sur les précédents historiques les plus célèbres (Zollverein, Benelux) pour montrer qu'une union douanière est effectivement réalisable, ce qui ne veut pas dire qu'elle puisse se faire sans difficultés. Le seul fait de tendre à un tarif extérieur commun réduisant la protection de certains pays, alors qu'il rendra plus

coûteux dans d'autres l'accès de certaines marchandises, suffira à en provoquer. M. Pritzkoleit estime quand même à juste titre que celles-ci seront mineures par rapport aux difficultés qu'entraînera la suppression des barrières douanières entre les Six pays, spécialement en ce qui concerne les produits agricoles. Dans tous nos pays, l'agriculture s'est développée en effet dans un cadre plus ou moins autarcique et selon des structures traditionnelles qu'il est malaisé de bousculer. Les changements indispensables ne pourront donc être apportés que par l'action d'institutions européennes douées de pouvoirs puissants.

M. Pritzkoleit évoque ensuite le problème des différences de salaires et charges salariales. Il estime que les disparités enregistrées auront nécessairement des conséquences sur la localisation industrielle. Il observe aussi qu'on voit mal encore quels moyens permettront de tendre à cette « égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail » que promet le Traité. Il faudra sans doute, pour y parvenir, des mesures autoritaires. Les différences de charges fiscales, comme la structure de la fiscalité, introduisent aussi des

distorsions dans les conditions de production, et il faut envisager obligatoirement l'harmonisation qualitative et quantitative des impôts.

En dernier lieu M. Pritzkoleit pose le problème de la coordination des politiques monétaires dans une certaine mesure indispensable au bon fonctionnement du marché commun. Mais si ce principe est reconnu, le Traité ne donne à peu près aucune indication sur la façon dont devrait être assurée cette coordination. On ne saurait s'en étonner tant que les États fondateurs de la Communauté affectent de s'en tenir au caractère purement économique de celle-ci et proclament formellement le maintien de l'indépendance politique des pays-membres. Or le problème monétaire est en dernière analyse un problème essentiellement politique. C'est donc bien un rapprochement étroit entre les États dans tous les domaines et sur tous les plans que postule, pour bien fonctionner, la création de la Communauté Économique Européenne. M. Pritzkoleit est ainsi ramené à son propos initial dont on ne saurait assez reconnaître le bien-fondé.

R. LEGRAND LANE.



# LA CONSTITUTION A REFAIRE

par Étienne BORNE

UNE constitution est bonne, quel que soit son contenu, lorsqu'elle n'est pas mise en question, participe au prestige des vieilles choses vénérables et intouchables et se trouve ainsi protégée par une heureuse et profonde et efficace superstition.

Telle est, par exemple, la constitution des États-Unis d'Amérique. Fabriquée par des intellectuels du XVIII<sup>e</sup> siècle, de peu d'expérience politique, pour un petit pays en marge de l'histoire, elle continue à être la loi et les prophètes pour une grande nation, fortement industrialisée et qui a pris la tête de la caravane humaine. L'œuvre surabonde en malfaçons; le système risque toujours d'être bloqué par les conflits sans cesse possibles entre le Président et le Congrès; mais il importe peu que la constitution soit critiquable puisqu'elle n'est pas critiquée; elle fonctionne. La constitution française n'a jamais eu cette chance : la permanence d'un état d'esprit révisionniste est une constante de notre histoire politique. Le malheur de notre État est qu'il s'appuie à une constitution contestable puisqu'elle est contestée.

LE reproche le plus couramment adressé à la constitution issue des pénibles référendums des années 45 et 46, c'est qu'elle organise l'instabilité du pouvoir. Le mal pourtant est dans les habitudes plutôt que dans les textes. Si elle avait été vraiment appliquée, la constitution aurait pu rendre plus rares les crises ministérielles, la plupart de nos gouvernements ayant quitté le pouvoir sans avoir été renversés dans les formes constitutionnelles. Le système de l'investiture, s'il avait fonctionné selon l'esprit des textes, aurait pu donner au chef du gouvernement une autorité unique dans notre histoire et permettre des gouvernements de législature. Maniée par des hommes décidés à faire du neuf, hors des querelles subalternes, la constitution, telle qu'elle est, aurait pu prendre figure et ne pas devenir ce pâle reflet abâtardi de la constitution de 1875 qui paralyse l'action des gouvernements, entretient chez les parlementaires irritation et mauvaise conscience,

et provoque l'opinion publique à une indifférence résignée et triste.

UNE réforme de l'État est donc nécessaire. Elle risque de se révéler insuffisante et de laisser inentamés les deux maux majeurs de notre vie politique, la puissance des extrémismes et les divisions des centres, dont la combinaison est à l'origine de toutes nos difficultés gouvernementales et de toutes nos crises ministérielles. Le système électoral des apparentements a été le seul effort inscrit dans nos institutions pour lutter contre ces deux maux parce que, appliqué loyalement, il met les extrémismes en difficulté et il invite les centres à s'unir tout en n'effaçant pas des diversités légitimes. Le système qui pourrait être un bon moyen d'éducation civique a été injustement décrié, et on a réussi à tourner l'opinion contre lui. D'où l'idée assez répandue qu'une réforme électorale et, par exemple, le retour au scrutin d'arrondissement pourraient tenir lieu d'une réforme de l'État. Le mirage est facile à déceler : l'arrondissement risque de casser le centre en faisant de l'extrémisme l'arbitre du deuxième tour; de plus, en rapprochant l'élu des intérêts locaux et en brisant les disciplines de parti, l'arrondissement fera des assemblées une fois de plus anarchiques et ingouvernables. Et nous serons au rouet.

NI la réforme de l'État, ni la réforme électorale ne doivent être des alibis formels et juridiques à des problèmes qui sont d'abord politiques. Que le redressement financier s'affirme et se confirme, que l'Europe inscrive dans le réel des architectures incontestables, qu'une Algérie nouvelle commence à émerger des horreurs et des confusions de la guerre civile, et un gouvernement qui aura amorcé ces trois réussites imposera plus aisément la réforme des institutions, en même temps qu'il fera reculer les extrémismes et apprendra aux partis du centre les bienfaits de la tolérance réciproque. Le problème de la constitution n'est pas un préalable au courage politique. Qu'un gouvernement montre sa force et il pourra alors fortifier les institutions.